

Akli Sh'kka

HOMME DU SAHARA

UNE LONGUE MARCHÉ VERS L'ÉTAT TOUAREG



L'Homme du Sahara

Un long chemin vers
l'indépendance touarègue

par Akli Sh'kka

« 60 ans de conflit violent et de résistance. »

Publié par New Generation Publishing en 2020.

Copyright © Akli Sh'kka 2020

Première édition

L'auteur revendique son droit moral, en vertu de la loi de 1988 sur le droit d'auteur, les dessins et modèles et les brevets, d'être identifié comme l'auteur de cet ouvrage.

Tous droits réservés. Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite, stockée dans un système de recherche documentaire ou transmise, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, sans l'autorisation préalable de l'auteur, ni diffusée sous une autre forme de reliure ou de couverture que celle parue, et ce, sans qu'une condition similaire soit imposée à tout acquéreur ultérieur.

Traduit en français par Helena Tiare avec l'aimable autorisation de l'auteur de ce livre.

ISBN

Broché : 978-1-80031-467-2

Relié : 978-1-80031-466-5

www.newgeneration-publishing.com

Remerciements

L'achèvement de ce livre n'aurait pas été possible sans le soutien et l'aide de mes amis Sharoun, Eve, Barbara et John.
Merci à tous. Vous méritez un voyage à Ténéré !

Contenu

Carte de l'Azawad.....	1
Introduction	3
Chapitre 1 : Discours aux Nations Unies en 2016.....	4
Chapitre 2 : Terrorisme et Touaregs autochtones.....	9
Chapitre 3 : L'espoir d'un Azawad indépendant.....	17
Chapitre 4 : L'héritage du néocolonialisme français.....	24
Photographies	30
Chapitre 5 : Divisions conflictuelles au sein des mouvements de libération touaregs	36
Chapitre 6 : Résistance des groupes ethniques au Mali	45
Chapitre 7 : Le rôle des États voisins dans l'échec de l'Azawad	52
Chapitre 8 : Le coup d'État de 2020 et la mascarade démocratique au Mali	60
Photographies	68
Chapitre 9 : Comparaison des Touaregs du Mali avec ceux d'ailleurs	80
Chapitre 10 : L'effet des accords de paix d'Alger de 2015	92
Chapitre 11 : Toumast et l'influence des médias sur notre indépendance	96
Chapitre 12 : Perspectives d'avenir Azawad.....	105
Note de l'auteur	111

Ce livre est dédié à la mémoire des Touaregs morts au Sahara à cause des conflits et des violences, ainsi qu'à tous ceux qui gardent espoir en la paix.

Une partie des bénéfices de la vente de ce livre sera consacrée à la construction d'écoles dans la région et à la promotion d'autres actions pacifiques.



Carte d'Azawad

Introduction

Je m'appelle Akli Sh'kka. J'ai écrit ce livre pour vous raconter l'histoire d'un peuple ancien. Leurs fils et leurs filles. La terre qu'ils chérissaient, et leurs animaux.

Comment ils étaient libres d'aller là où leurs pères, et leurs ancêtres, avaient marché pendant des millénaires. La magnifique écriture tfinagh qu'ils utilisaient. Les proverbes traditionnels, la poésie et les chants. Leur mode de vie unique leur a permis de contrôler les routes commerciales caravanières à travers le désert et de fonder l'ancienne cité de Tinbuktu, que vous connaissez peut-être aujourd'hui sous le nom de Tombouctou.

Mais tout cela a changé au fil de l'histoire, avec l'arrivée de la colonisation et des jeux politiques internationaux. Plus récemment, avec la montée de l'islam politique, du djihadisme et du terrorisme, et la corruption des gouvernements successifs au Mali et dans les pays voisins, de nombreux habitants ont été plongés dans la pauvreté, souvent sans nourriture, sans abri décent ni soins médicaux.

Un peuple fier et noble qui rêve encore d'une vie meilleure pour ses familles et pour lui-même. D'un lieu appelé Azawad, l'État indépendant où ils auraient pu laisser derrière eux l'horreur de la guerre, les violations des droits de l'homme et les humiliations dont ils souffrent. Leur permettant non seulement de survivre, mais de vivre en paix.

Voici l'histoire des Touaregs, peuple nomade d'Afrique, qui vit dans les sables du Sahara depuis la nuit des temps. ... Je suis Touareg, alors c'est aussi mon histoire.

Chapitre 1

Discours aux Nations Unies en 2016

J'ai été invité à prendre la parole devant l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones en 2016, afin d'évoquer la situation du peuple touareg. Le conflit auquel il était toujours confronté et les perspectives de paix étaient incertaines. J'ai abordé la question de la reconnaissance de son statut de nation et l'aide urgente dont il avait besoin pour mettre fin aux violations de ses droits humains. Ce jour-là, mon discours s'adressait aux peuples du monde, par l'intermédiaire des représentants des Nations Unies, que je considère toujours comme mes frères, mes sœurs et mes amis.

J'ai prononcé ce discours au nom des Touaregs nomades du Sahara, et plus précisément au nom d'une organisation non gouvernementale appelée Imouhagh, Organisation internationale pour la justice et la transparence. J'ai expliqué que mon inquiétude quant à l'avenir du peuple touareg découlait d'au moins cent quatre-vingts années de persécution et de mauvais traitements indicibles, qui perdurent encore aujourd'hui. Comme je l'expliquerai dans ce livre, les terres traditionnelles touarègues, connues sous le nom de Ténéré dans notre langue, ont été historiquement morcelées en nouveaux États par les gouvernements coloniaux italien et français.

Les violations des droits humains commises contre le peuple touareg comprennent des massacres et une longue liste d'autres atrocités. On entend des témoignages individuels de conscription forcée dans l'armée et les milices ; une militarisation massive de vastes régions ; la destruction de notre patrimoine culturel ; l'installation d'immigrants sur des territoires confisqués et le déplacement forcé de populations suite à la perte de leurs moyens de subsistance. Malheureusement, trop de ces situations n'ont pas été rapportées et continuent, encore aujourd'hui, d'être ignorées par les grands médias.

Les personnes touchées par cette situation ont été reléguées à une forme d'invisibilité politique. En 2014 et 2015, les Touaregs ont subi une violation particulièrement choquante de leurs droits humains, qui a également enfreint le droit international humanitaire et a été qualifiée d'acte criminel, perpétré par différents États.

J'ai ensuite expliqué aux Nations Unies comment les Touaregs luttent pour la liberté contre les gouvernements successifs du Mali et pour recouvrer leur droit à l'autonomie depuis la création du Mali en tant qu'État indépendant en 1960. Le redécoupage des frontières à cette époque a privé le peuple touareg de toute terre qui lui appartienne, alors même que nous étions les habitants originels de la région. Tout cela a été complètement ignoré. Nos terres ancestrales et traditionnelles ont été, selon nous, réparties arbitrairement entre quatre pays créés artificiellement : la Libye, l'Algérie, le Niger et le Mali.

Cet immense préjudice porté au tissu social touareg a naturellement engendré des conflits. Cela a également mis fin à toute possibilité de coexistence pacifique pour les populations de cette partie du Sahara. L'année 2012 fut l'une des plus sombres de mémoire d'homme en matière de crimes de guerre perpétrés contre le peuple touareg.

Ces crimes ont été commis non seulement au Mali, mais dans toute la région. Le 22 février, des éléments de l'armée malienne décidèrent de venger diverses attaques, crimes de guerre et autres exactions. Tous ces actes avaient été commis auparavant par des soldats de cette même armée et ses milices, notamment le Ganda Koy. Entre mai 2015 et mars 2016, cent soixante-dix civils furent tués, une fois encore par l'armée malienne, ses milices et des groupes terroristes qui leur étaient affiliés. Les auteurs de ces crimes n'ont toujours pas été traduits en justice.

La situation des Touaregs en Libye s'est considérablement dégradée lors de la chute du régime de Kadhafi. Des centaines de Touaregs furent arrêtés, torturés et tués. D'autres personnes ont été emprisonnées après avoir été identifiées. .

Ces événements se sont produits à Tripoli, Misrata et El Zawiya, ainsi que dans d'autres régions du pays. À Ghadamès, le 19 mai 2012, de nouveaux crimes de guerre ont été commis par les milices. Ces actes étaient soutenus et financés par le ministre libyen de l'Intérieur, Nasser Almanae, lui-même originaire de Ghadamès.

Vingt hommes innocents et non armés ont été assassinés. Trente-trois maisons touarègues ont également été rasées. Pendant ce temps, d'autres membres des milices brûlaient leurs animaux. Les massacres ne s'arrêtaient pas là. Les bâtiments historiques touaregs ont également été détruits, ainsi que leurs artefacts culturels.

Un autre incident s'est produit plus au sud, à Oubari, le 17 septembre 2015. Une alliance de tribus et de milices armées, animées par une même idéologie, a lancé une série d'attaques contre les Touaregs, faisant des dizaines de victimes civiles innocentes et non armées. Des centaines de maisons à Oubari et Sebha ont de nouveau été détruites par des groupes armés. Ces derniers ont utilisé des bulldozers, des armes lourdes et des grenades, tous appartenant aux Touaregs.

Une fois de plus, 23 000 Touaregs en Libye se sont vu refuser la nationalité libyenne et des papiers d'identité. Leurs enfants ont été privés d'école, faute de numéro d'identification national et de papiers d'identité. Quant à la situation des Touaregs en Algérie, elle est tout simplement désastreuse. Des dizaines d'entre eux ont été arrêtés et détenus sans procès, uniquement en raison de leur appartenance ethnique. La plupart des détenus étaient nomades ou éleveurs de bétail. Ni leurs familles ni leurs proches n'ont été autorisés à leur rendre visite. Les prisonniers n'ont pas non plus accès à une assistance juridique.

Le 4 avril 2016, les autorités algériennes ont démoli une centaine de maisons à Tamanrasset, dans l'extrême sud du pays, sans préavis. Ils n'ont toujours pas fourni de copie, ni même prouvé l'existence, de la décision de démolir ces maisons touarègues alors qu'elles étaient occupées. Quatre femmes ont subi des fausses couches suite au traumatisme vécu ce jour-là, et quatorze manifestants pacifiques ont été emprisonnés. Plus d'une centaine de familles se sont retrouvées sans abri, sans que le gouvernement ne leur propose d'hébergement d'urgence ni d'assistance.

J'ai indiqué aux Nations Unies que le Niger ne répondait pas aux besoins réels de ses populations autochtones, notamment en matière de terres et d'environnement.

Ce constat ressortait clairement des rapports de Greenpeace et d'autres organisations de défense des droits humains publiés à l'époque. La rébellion touarègue de 2009 avait abouti à un accord de paix entre les rebelles touaregs et les autorités nigérianes, mais seule une infime partie de cet accord avait été mise en œuvre. De plus, malgré les massacres et les crimes de guerre commis par l'armée gouvernementale nigériane dans les années 1990 et en 2008, les responsables n'ont toujours pas été traduits en justice.

Un rapport de Greenpeace de 2010, ainsi que d'autres témoignages fiables, indiquaient que des centaines de nomades touaregs étaient morts à cause des activités d'Areva dans la région. Le géant nucléaire français produisait de l'uranium et des produits chimiques à Arlit, dans le village d'Akokan, et ailleurs dans la région. Ainsi, pour la première fois de leur histoire, les Touaregs ont été confrontés à des maladies « inhabituelles ». Tout cela a suivi l'arrivée d'Areva en 1970. L'entreprise a permis à la France de bénéficier de l'énergie nucléaire pour les trois quarts de son électricité et l'a rendue plus dépendante de l'uranium que tout autre pays.

La réalité était que, tandis que Paris profitait de l'électricité et de l'eau potable, les enfants et les adultes touaregs mouraient de faim et de pollution extrêmes. La radioactivité provoquait des problèmes respiratoires, des malformations congénitales, des leucémies et des cancers.

Ce jour-là, aux Nations Unies, j'ai tenu à souligner ce point :

Premièrement, les Touaregs, peuple autochtone du Sahara, pourraient jouer un rôle important et utile dans toute initiative visant à instaurer la paix et la stabilité dans la région, à condition que les gouvernements des différents États de la région leur accordent la confiance nécessaire.

Deuxièmement, il est impératif que les pays concernés ne puissent plus impunément commettre de telles violations des droits humains, sans que des sanctions appropriées ne soient appliquées.

Troisièmement, j'ai demandé aux Nations Unies d'exercer une pression accrue sur leurs États membres du Sahara afin de mettre fin à la discrimination, à la marginalisation et à la persécution du peuple touareg sur un territoire qui doit être reconnu comme le leur depuis des millénaires.

Enfin, il est indispensable de reconnaître universellement le droit de tous les Touaregs à une nationalité. Les documents attestant de cette identité doivent être accordés sans plus tarder au peuple touareg de Libye, conformément à la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.

Voilà ce que j'ai déclaré aux Nations Unies en 2016, et quatre ans plus tard, force est de constater que le chemin est encore long.

Chapitre 2

Terrorisme et Touaregs autochtones

Ce que j'ai décrit au chapitre 1 n'est pas la seule raison pour laquelle mon peuple, les Touaregs, continue de souffrir et pourquoi nous ne pouvons plus nous considérer comme une nation unie. J'ai également été invité à New York en 2016 pour prendre la parole lors de la cinquième conférence biennale des étudiants de troisième cycle de l'Université d'État de New York à Binghamton sur l'histoire mondiale et les sciences sociales. J'y ai évoqué la manière dont les extrémistes islamistes menaçaient notre culture et notre mode de vie traditionnel. Au Sahara, où beaucoup vivaient encore, bien que leur nombre ait diminué, qu'ils soient restés nomades ou se soient sédentarisés temporairement, plusieurs organisations terroristes ont fait leur apparition. Animées par des idées ou des idéologies fondamentalistes et déformées, elles ont été propagées avec succès et instrumentalisées par des fonctionnaires corrompus à des fins personnelles.

Le terrorisme était devenu une menace pour toute perspective de paix, de sécurité et de respect des droits humains dans la région. Des centaines de jeunes Touaregs sans instruction et sans emploi, ainsi que des jeunes d'autres ethnies, avaient été enrôlés de force dans des groupes terroristes bien financés. De plus en plus de recrues affluaient chaque jour, attirées par l'utilisation habile des réseaux sociaux par les fondamentalistes, à une époque où les smartphones et les tablettes étaient devenus monnaie courante.

J'ai déclaré à la Conférence que, selon moi, l'une des principales causes de cet afflux de jeunes naïfs, véritables « chair à canon », était l'absence de toute source régulière d'un contre-discours solide auquel ils pourraient s'identifier.

Il existait toujours un besoin criant d'une source d'information de qualité, compétente et dynamique. Une source indépendante, fiable et convaincante, qui communique également avec les jeunes dans leur langue maternelle.

Créer une telle entreprise, une entreprise vraiment solide, ce qui était mon ambition personnelle, serait le moyen le plus prometteur de lutter contre la désinformation dont ils étaient victimes. La logique fallacieuse de ces missionnaires irrationnels qui dominaient les réseaux et les ondes était flagrante. Nombre d'extrémistes instrumentalisaient l'islam pour répandre des interprétations erronées et déplorables des Écritures, ainsi que d'autres idées profondément contestables, parmi les nomades touaregs. Un peuple auparavant modéré et pacifique.

J'ai poursuivi en expliquant qu'il n'existait aucune ressource pour éclairer les jeunes Touaregs naïfs sur la véritable nature et l'identité de ceux qui cherchaient à les rallier à leur cause. Il était urgent de trouver un moyen d'expliquer la nature corrompue et les conséquences probables de leurs actions et activités déplorables, manifestement vouées à l'échec, quels que soient les dégâts qu'ils auraient pu causer. Il fallait également mettre en lumière la folie qui sous-tendait ces idées. Quel que soit l'attrait immédiat que puisse exercer l'aspect très visible, voire héroïque, de ces immolations et sacrifices fréquents, qui séduisaient souvent les rebelles sans cause, se sentant démunis, frustrés et malheureux, ce qui en faisait une proie facile pour un endoctrinement aussi impitoyable.

L'absence de médias de qualité, proposant des programmes intéressants et des messages raisonnables véhiculés avec conviction, a grandement facilité la propagation de la folie toxique des extrémistes. Le terrorisme et l'extrémisme islamique prospéraient sur une grande partie de ce vaste territoire.

Pour la première fois au Sahara, plusieurs groupes fondamentalistes, aux idéologies extrêmement dangereuses et aux doctrines inflexibles, étendaient progressivement leur influence parmi les peuples anciens du désert.

Les Touaregs ont longtemps été considérés comme relativement modérés dans leurs croyances et leurs pratiques musulmanes, ce qui a rendu, pendant des siècles, la coexistence avec des groupes plus fervents assez difficile. Parce qu'ils sont souvent perçus comme des musulmans imparfaits, ils ont parfois été qualifiés d'infidèles, notamment en ce qui concerne la place des femmes dans notre société. La relative liberté de chaque femme s'inscrit dans une longue tradition. Historiquement, notre société est essentiellement matriarcale et la monogamie y est la norme. Il est rare d'avoir plus d'un conjoint. Ainsi, comme d'autres groupes ou tribus nomades, les Touaregs ont souvent été perçus comme une menace. Ceux qui ont une vision étriquée ou intolérante les voient comme une menace pour la pureté de leur système de croyances.

Les archéologues et les historiens savent que les nomades touaregs furent très probablement les premiers humains à apparaître en Afrique du Nord, dans la région aujourd'hui appelée désert du Sahara, il y a au moins trois mille ans. Dans notre langue, le Sahara se nomme le Ténéré, un mot qui peut aussi évoquer la nostalgie, l'isolement ou la solitude. Une description qui lui sied à merveille. Dans cet ouvrage, j'ai utilisé le terme « Touareg » pour désigner les autres, et moi-même. Cependant, nous ne nous désignons généralement pas ainsi. Nous préférons être appelés Kel Tamacheq, Kel Tamajeght, Imushagh ou Imuhagh, qui signifient « hommes libres », mais aussi « nobles » et « locuteurs du tamacheqt », une langue également connue sous le nom de tamazight et, plus familièrement en Occident, de berbère.

Vous avez peut-être aussi entendu parler des Touaregs sous le nom de Kel Tagelmust, qui signifie « le peuple du voile » ou « les hommes bleus ». Jusque dans les années 1960, les Touaregs vivaient principalement de l'élevage. Ils étaient commerçants et vendaient des dattes et du sel. L'une de leurs principales sources était un lieu isolé appelé Taoudenni, à plus de six cent cinquante kilomètres au nord de Tinbuktu, où ils extrayaient le sel d'un ancien lac salé.

En échange de sel et de dattes, ils recevaient de la nourriture et des vêtements dans divers endroits pour subvenir à leurs besoins essentiels. Ces pays correspondent aujourd'hui au Niger, au Mali, au Burkina Faso et au Sénégal.

Au tournant du XIXe siècle, le territoire touareg était organisé en confédérations. Chacune était dirigée par un chef suprême, ou Amenokal, assisté d'un conseil d'anciens issus de différentes tribus. Ces confédérations sont encore parfois appelées Atabel, ce qui signifie « groupes de tambours » dans notre langue maternelle, en référence au tambour, symbole d'autorité de l'Amenokal. Les anciens des clans, connus sous le nom d'Imgharen ou sages, étaient choisis pour épauler le chef de la confédération. Il existait sept grandes confédérations à cette époque : Kel Ajjer (situé dans le sud de la Libye), Kel Ahaggar (dans le sud de l'Algérie), Kel Adagh (nord du Mali), Kel Air (nord du Niger) et Kel Azawagh (ouest du Niger).

Comme je l'ai mentionné au chapitre 1, la nation touarègue a été divisée par des frontières artificielles tracées sur une carte à Paris au début des années 1960. Elle s'est ainsi retrouvée partagée entre cinq pays, successeurs des anciennes colonies françaises d'Afrique du Nord et de l'Ouest : le Mali, le Burkina Faso, le Niger, la Libye, le Cap, le Cap et le Cap. L'Algérie et le Maroc. De ce fait, ce qui avait été, depuis toujours, une seule tribu ou nation, fut divisé par des frontières totalement arbitraires et imaginaires. Planifiées et décidées par les autorités coloniales françaises, sans aucun égard pour le tissu social, les relations et les liens des habitants, le peuple touareg dont les racines plongent profondément dans le Ténéré.

Avant l'imposition de ces lignes, jugées appropriées comme frontières internationales, le Sahara était sous autorité touarègue. C'était l'un des endroits les plus sûrs et les plus beaux du monde.

Dès que ce pouvoir nous fut retiré et confié à d'autres, des problèmes ne tardèrent pas à surgir. Concernant les principales routes reliant le nord-ouest et le nord de l'Afrique (Maroc, Algérie et Libye) aux régions du sud et de l'ouest du Sahara (Niger, Mali, Tchad et Sénégal), on disait autrefois : « même une mouche ne pourrait traverser le Sahara sans la permission des Touaregs ! » Tel était l'étendue de notre contrôle et du respect que nous portions à la terre que nous chérissions.

J'ai déclaré lors de la conférence des étudiants de troisième cycle en 2016 que cette image de notre patrie traditionnelle, et ce dicton, n'étaient plus entendus. Les gens parlaient plutôt d'autres choses qui les préoccupaient davantage, les effrayaient ou les inquiétaient.

Comme la corruption au sein de leurs gouvernements, le terrorisme, les enlèvements, le trafic d'êtres humains et l'immigration clandestine. Des fléaux qui, jusqu'à récemment, étaient totalement étrangers à la culture touareg. Ils n'existaient tout simplement pas dans notre société.

Tout cela signifiait bien sûr que notre culture et nos traditions touarègues étaient gravement menacées de disparition. Principalement à cause de la corruption et des nouvelles vagues d'extrémisme qui ont secoué le Sahara ces dernières années, comme celles observées à Tinbuktou en 2012. Des régions entières, des vallées, des villages et d'autres lieux qui portaient depuis longtemps des noms en langue touarègue ont été rebaptisés par les autorités nationales. Ces noms continuent d'évoluer et sont parfois changés dans d'autres langues africaines, ainsi qu'en arabe.

Dans les manuels scolaires, on trouve rarement mention de l'histoire de mon peuple, ni de ses chefs illustres, comme Hannibal et Tarek Ben Ziyad. Tous deux sont aujourd'hui, à tort, qualifiés d'Arabes !

Bien que le Ténéré soit devenu dangereux en raison de l'immigration clandestine, de l'exploitation minière, des groupes terroristes et de la présence réduite à quelques rares nomades, ces êtres humains ont su vivre en harmonie avec la nature pendant des milliers d'années, et peut-être plus longtemps.

J'ai déclaré lors de la conférence qu'il me semblait incroyable qu'une telle chose puisse se produire au XXI^e siècle.

À plus forte raison peut-être, compte tenu de l'histoire de mon peuple ? Pendant des siècles, divers envahisseurs, porteurs de croyances et de convictions religieuses différentes, ont rencontré les Touaregs nomades, qu'ils parcourent leurs terres ancestrales ou s'installent dans une oasis. Aucun de ces nouveaux venus n'a cependant réussi à vaincre notre nation indépendante, ni à la dominer, ni à altérer profondément, encore moins à effacer, son héritage culturel de croyances et de coutumes ancestrales.

Tout au long de l'histoire de l'islam en Afrique du Nord, les Touaregs se sont toujours abstenus de toute guerre contre les musulmans, messagers d'Allah.

De la même manière que nous avons accueilli avec courtoisie les autres religions, notamment le judaïsme et le christianisme, nous n'avons pas systématiquement résisté ni combattu ceux qui sont arrivés plus tard avec leurs messages religieux islamiques. Lorsque des actes de résistance armée se produisaient sporadiquement, c'était généralement dû au refus des nouveaux arrivants de respecter nos traditions ancestrales.

L'une d'elles, en particulier, concernait la place des femmes dans la société touarègue : l'égalité des femmes avec les hommes. Un principe que nous avons toujours considéré comme non négociable, voire sacré.

Par conséquent, les Touaregs ont acquis la réputation, auprès des Arabes d'Afrique du Nord, d'être laxistes quant aux pratiques islamiques courantes. On pourrait même dire qu'ils avaient forgé leurs propres croyances religieuses et développé des pratiques culturelles uniques liées à l'islam, tout en restant membres de l'ensemble des nations islamiques africaines. Un bon exemple en est l'absence d'obligation de chasteté pour les femmes avant le mariage.

Bien avant l'apparition du judaïsme, du christianisme ou de l'islam, les Touaregs vénéraient Tannit, déesse de la pluie et symbole de fertilité. C'est peut-être de là que provient le rôle et la place dont jouissent aujourd'hui les femmes touarègues. Nous les considérons encore comme divines, même si elles sont nées humaines. La société touarègue possède également d'autres pratiques et croyances particulières.

La position très différente de la femme touarègue est clairement illustrée une fois de plus par le voile bleu traditionnel. Ce sont leurs hommes qui portent ce vêtement, pas elles. Les hommes portent un turban, un voile ou une coiffe, en guise de protection symbolique contre les mauvais esprits et la nature cruelle du désert. Ils commencent généralement à le porter lorsqu'ils sont reconnus comme jeunes adultes ou Amaouad à l'âge de seize ans, et continuent de le faire jusqu'à leur mort.

Cela contraste fortement avec la pratique islamique traditionnelle selon laquelle les femmes sont tenues de porter un foulard ou un voile, soi-disant pour préserver leur pudeur.

Bien que cette affirmation ait été critiquée par des groupes féministes, ces derniers se sont interrogés sur l'existence d'autres forces en jeu, outre les préceptes du Coran. Compte tenu de son apparition dans une culture dirigée et dominée par les hommes, et tandis que les nomades du désert ont développé une version de l'islam parfaitement adaptée à leur mode de vie, nous pratiquons depuis longtemps une version sunnite de l'islam, avec quelques variations. La principale différence réside peut-être dans l'objet ou le concept le plus fondamental de cette religion : le centre de notre culte.

L'islam enseigne la croyance en une divinité monothéiste, le Dieu unique ou Allah en arabe. Bien que les Touaregs soient théistes, leur approche diffère légèrement. Ils croient également en Allah et pratiquent leur religion conformément au Coran, tout en conservant des coutumes autochtones. Parmi celles-ci figurent la croyance aux esprits et à l'âme. Le diable, ou Iblis, occupe une place importante. De même, leur rapport à la mort est particulier. Il convient de souligner que leurs valeurs culturelles mettent l'accent sur la pudeur, tant pour les hommes que pour les femmes.

Les nomades du désert ne pratiquaient pas tous les rituels et pratiques traditionnels généralement associés à l'islam, notamment le jeûne du Ramadan, le mois sacré du calendrier islamique. Ils pratiquaient donc le jeûne de manière sélective, tout simplement parce que la pratique du jeûne du Ramadan était trop incompatible avec un mode de vie nomade.

J'ai également expliqué à la Conférence des étudiants diplômés que l'histoire a profondément marqué la situation actuelle des Touaregs africains. Cette situation a été exacerbée et complexifiée par la prolifération des groupes terroristes et leurs liens avec la corruption au sein des différents gouvernements de la région. Le Ténéré est ainsi devenu une prison pour beaucoup, apparemment sans issue. De plus, cette prison se réduit progressivement en raison de plusieurs facteurs qui s'accélèrent.

Pendant ce temps, les acteurs internationaux dépensent des millions de dollars en missiles, avions de combat et drones, cherchant à contrôler des territoires depuis les airs, sans pour autant résoudre l'immense problème qui sévit sur le terrain.

Même si une fraction seulement de cet argent était consacrée à soutenir des initiatives positives au Sahara, notamment dans les domaines de l'éducation et des médias, les résultats pourraient être très différents et nettement plus positifs.

Lorsque le Sahara était sous le contrôle de ses habitants autochtones, les Touaregs, on ne constatait aucun acte de terrorisme. Il n'y avait pas non plus d'émigration massive vers l'Europe, provoquée en partie par les manœuvres d'extrémistes dans les pays d'origine. Ces phénomènes majeurs continuent de préoccuper le monde entier.

Je crois que tant que les besoins des Touaregs resteront relativement ignorés par les autres pays, ces problèmes demeureront irrésolus.

Chapitre 3

Espoir pour un Azawad indépendant

J'ai présenté dans les chapitres précédents un aperçu de la situation du peuple touareg, mais approfondissons maintenant le contexte historique de la situation actuelle. Notamment l'Azawad, cet espoir et ce rêve qui incarnent toujours notre indépendance et un avenir meilleur. Un avenir auquel beaucoup d'entre nous croient encore, malgré une situation extrêmement complexe. Cette situation a débuté bien avant la déclaration unilatérale du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA), le 6 avril 2012, proclamant l'Azawad État indépendant. Il est souvent plus facile, avec le recul, de comprendre les erreurs commises. Si les choses ne se déroulent pas comme prévu, et c'est le cas ici, de nombreux obstacles ont entravé dès le départ l'émergence et la survie même de l'Azawad.

L'Azawad est facilement repérable sur les cartes depuis 1960, date de la délimitation des nouveaux États. Il correspond en grande partie à l'actuelle République du Mali, bordé par la Mauritanie à l'ouest et le Niger à l'est, ainsi que par l'Algérie au nord et le Burkina Faso au sud. Sa superficie totale revendiquée était de 822 000 kilomètres carrés, soit 66 % de la superficie actuelle du Mali, équivalente à celle de la France et de la Belgique réunies. Sa population était estimée à environ quatre millions d'habitants en 2015. Elle était principalement composée de quatre groupes ethniques : les Touaregs, dont la langue commune est le tamachéq, et les Arabes, qui parlent le hasania, un dialecte également parlé en Mauritanie et dans le sud du Maroc.

Troisièmement, il y avait les Songhaï. Leur langue, également appelée songhaï, est largement répandue dans tout le Sahara. Quatrièmement, il y avait les Peuls. Leur langue est une langue peule parlée par un groupe tribal présent dans toute l'Afrique de l'Ouest, notamment au Niger. Parmi les villes les plus importantes de la région figurent la légendaire Tinbuktu, ainsi que Gao et Kidal.

L'idée même d'un nouvel État touareg fut immédiatement rejetée par les autres pays de la région : l'Algérie, la Libye, le Niger et le Maroc. Comme si cela ne suffisait pas, elle fut également rejetée par la communauté internationale, sous l'impulsion de la France, de l'Union européenne, de l'Union des États africains et des Nations Unies. La majorité des ethnies non touarègues de la région, telles que les Peuls, les Bambaras et les Songhai, organisèrent des manifestations. Des actes de violence furent perpétrés contre les Touaregs peu après la déclaration d'indépendance. Cette déclaration faisait suite à de nombreuses années de lutte contre des gouvernements successifs au Mali, où la corruption était endémique.

Ces manifestations hostiles eurent lieu à Gao, Tinbuktu et Bamako, ainsi qu'à Paris et dans d'autres villes européennes. Cependant, le plus grand défi pour les séparatistes de l'Azawad vint, de manière surprenante, des groupes islamistes de la région, tels qu'Ansar Addin, le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MAJO) et Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI). Tous ces mouvements ont depuis été critiqués pour avoir détourné le projet d'indépendance, suite à une confrontation armée et violente avec des membres du MNLA, survenue de manière inattendue le 27 juin 2012. Le conflit s'est soldé par l'exclusion du mouvement révolutionnaire touareg des villes et villages locaux, partiellement tombés sous le contrôle des extrémistes.

Suite à l'attaque, le chef du MNLA, Belal Ag Achareef, a été grièvement blessé et transporté au Burkina Faso par un hélicoptère spécial affrété par le gouvernement burkinabè afin d'y recevoir des soins médicaux. Avant cet incident, les mouvements djihadistes alliés MAJO, AQMI et Ansar Dine avaient orchestré une vaste campagne de diffamation contre le MNLA, ciblant notamment les populations de Gao et de Tombouctou.

Bien que ces actions visaient principalement les ethnies songhaï et peule, Abo Alwaled Asaharawi et Mokhtar Bin Belmokhtar, chef algérien d'Al-Qaïda, distribuèrent de l'argent et des armes à la communauté songhaï de Gao. Ils les incitèrent à descendre dans la rue et à manifester contre les positions du MNLA dans la ville, avant que des mouvements djihadistes ne lancent une attaque surprise contre le quartier général du mouvement.

Le MNLA a riposté en tirant à balles réelles en l'air au-dessus des manifestants, les empêchant ainsi de piller leurs positions. Douze personnes ont été tuées lors de l'attaque, ainsi que quatre détenus, et quatorze autres ont été grièvement blessées, dont Belal Ag Achareef.

Outre l'implication des groupes djihadistes, pourquoi tant de personnes ont-elles refusé de reconnaître l'Azawad comme un État indépendant, ce qui a eu des conséquences si néfastes pour nous ? Depuis lors, les Touaregs ont subi une érosion croissante de leurs droits fondamentaux, des souffrances accrues, la pauvreté et la faim. Ceci est sans aucun doute dû en partie à l'héritage du colonialisme français, toujours présent, et au partage de la région à Paris dans les années 1960.

Mais il est également impossible d'ignorer le rôle ultérieur des régimes militaires en Algérie et dans les pays voisins. De même, les divisions internes et les conflits tribaux ont entravé les mouvements de libération touaregs depuis leur seconde rébellion en 1990. Sans oublier le manque regrettable de compétences organisationnelles de base, qui persiste depuis de nombreuses années entre les différentes composantes de la société touareg. Enfin, les divisions ethniques, notamment entre les Songhaï, les Arabes et les Peuls, constituent un obstacle majeur.

En tant que Touareg, j'ai constaté les ravages causés par l'absence de paix sur tant de vies et j'ai cherché à en comprendre les causes profondes.

Au chapitre 9, je compare les Touaregs du Niger et des pays voisins à ceux du Mali, afin de tenter de comprendre pourquoi, par le passé, ils semblaient plus satisfaits de la situation. Le régime nigérien a en effet réussi à dissimuler aux Touaregs des monts Azawagh et Air, au nord du Niger, l'idée d'un État séparatiste. J'expliquerai également pourquoi, selon moi, les Touaregs de Libye et d'Algérie ne se sont pas rebellés contre leurs régimes, malgré des situations politiques et économiques à peine meilleures et des gouvernements bien moins corrompus qu'au Mali.

Les Touaregs sont impliqués dans des guerres depuis l'arrivée du colonialisme français dans le Sahara au XIXe siècle, principalement en opposition à l'occupation française de leurs terres. En 1885, des représentants de treize États européens, des États-Unis et de l'Empire ottoman se réunirent à Berlin pour discuter du partage de l'Afrique et de sa colonisation. Les Africains n'y furent pas invités.

Une période d'activité coloniale s'ensuivit. À l'exception de l'Éthiopie et du Libéria, tous les États africains actuels furent répartis entre les différentes puissances coloniales quelques années après la conférence. Les lignes de longitude et de latitude, les fleuves et les chaînes de montagnes servirent de « frontières artificielles » pour séparer les colonies. Une règle posée sur la carte, une ligne tracée. Ce processus se fit sans aucune considération pour la société africaine, pourtant bien présente à l'époque et présente depuis des millénaires. L'appartenance ethnique et les frontières traditionnelles furent tout simplement ignorées.

Dans les années qui suivirent, la France étendit son influence coloniale de la côte ouest-africaine à travers le Sahel, le long de la frontière sud du Sahara, jusqu'au Mali et au Niger actuels. Elle prit ainsi le contrôle du territoire des Touaregs. Le partage de l'Afrique était censé être conforme au droit international. Les groupes ethniques et les routes commerciales existantes furent coupés. Mon peuple et tous ceux qui furent touchés par cette injustice durent en subir les conséquences et vivre avec ce qui n'était qu'un exercice de style pour les participants à la conférence de 1885.

Plus tard, à Paris en 1960, ces nouvelles frontières n'eurent guère de sens pour les Touaregs, si ce n'est celui de la fin de leur mode de vie et de leurs traditions, une situation qui allait continuer à avoir des répercussions négatives sur eux.

Le premier affrontement avec l'armée coloniale française eut lieu en 1881 dans les monts Ahaggar, au sud de l'Algérie. Quant à la première rébellion des Touaregs contre le gouvernement malien, toujours en quête d'indépendance, elle se produisit en 1963.

Cette situation fut cependant réprimée avec une extrême violence par l'armée malienne, soutenue par la France et les pays voisins. De nombreux massacres furent perpétrés contre les nomades touaregs. Des centaines d'entre eux furent tués, ainsi que leurs animaux. Leurs puits furent empoisonnés et des taxes furent imposées sur toute utilisation de la terre, même à des fins non autorisées. Couper des branches sèches pour faire du feu devint taxable, et cette sanction fut sévèrement appliquée aux communautés Kel Tamachek et arabes.

Ces mesures injustes, prises par le régime malien, soutenu par la France pendant des années et utilisées contre les populations autochtones de la région, poussèrent de nombreux Touaregs à migrer vers d'autres pays voisins : l'Algérie, le Nigeria et la Mauritanie. Certains de ces migrants s'installèrent jusqu'en Arabie saoudite, où se trouve aujourd'hui probablement la plus grande communauté touareg en exil. La plupart de ces migrations commencèrent en 1963, en réaction aux crimes graves commis contre les nomades. Suivie d'une seconde migration en 1973. Cette fois-ci principalement en raison de la sécheresse et de la famine qui ont frappé la majeure partie de la région du Sahel, entraînant une perte massive d'animaux.

Enfin, entre 1990 et 1994, une seconde rébellion touarègue a éclaté. Les groupes les plus importants étaient originaires du sud de la région d'Azawad, ou Arabanda, et de localités comme Tinbuktu. Des tribus telles que les Kel Sererry, les Imoushagh, les Kel Inssar, ainsi que les Touaregs noirs, constituent aujourd'hui la majorité des Touaregs d'Arabie saoudite.

Lors du cent vingt-cinquième anniversaire de la conférence de Berlin de 1885, en 2010, des représentants de nombreux États africains ont réclamé réparation pour les injustices causées par le partage de leur continent. Ils ont déclaré que le partage arbitraire de l'Afrique entre les puissances européennes de l'époque constituait un crime contre l'humanité. Ce partage avait bafoué les lois, la culture, la souveraineté et les institutions africaines. Ils ont demandé des fonds pour la construction de monuments sur les sites historiques, la restitution des terres et autres ressources qui leur avaient été spoliées, ainsi que la restitution des trésors culturels.

Il faut également reconnaître officiellement que le colonialisme et les crimes commis sous son égide constituent des crimes contre l'humanité. Inutile de préciser qu'à ce jour, rien n'a été accompli.

Alors que l'Azawad, ou nord du Mali comme on l'appelle aujourd'hui, continue de connaître une grave instabilité politique, divers groupes, aux idéologies et objectifs politiques différents, ont pris le contrôle de toute la région proclamée Azawad. Il y a du bon et du mauvais dans chaque race et nationalité. C'est la nature humaine. Cela a aussi contribué à l'échec de la réalisation de l'Azawad. Néanmoins, il nous appartient à tous de construire la meilleure vie possible pour nos familles, nos enfants, les autres et nous-mêmes, en utilisant les moyens dont nous disposons. L'Azawad représente cette idéologie et l'espoir que nous avons entretenu à travers les années de conflit en Afrique. Tout simplement, notre amour pour le Ténéré, la terre ancestrale du peuple touareg, où nous croyons fermement pouvoir vivre à nouveau en paix.

Il faut cependant reconnaître qu'un changement radical est désormais nécessaire avant de pouvoir progresser vers cet objectif de manière plus constructive. Le changement que nous souhaitons tous doit se réaliser sans que personne ne soit blâmé, et sans que nos actions soient motivées uniquement par l'intérêt personnel, la haine ou la vengeance. Ces liens toxiques avec un passé meurtrier doivent être rompus. Un monde idéal, peut-être, mais notre espoir d'un État indépendant d'Azawad demeure, et c'est là le premier pas.

Ce livre est un appel à la paix. Il est plus que temps, et l'alternative est inacceptable. Que les Touaregs, peuple ancestral de l'humanité, ne survivent plus que dans quelques livres d'histoire et dans la mémoire collective.

Les fiers et nobles hommes bleus qui parcouraient les terres du désert du Sahara, avec leurs familles et leurs animaux.

Nos frontières tribales fragmentées, et nos descendants soumis à une violence sans fin. Qu'une chose pareille, autrefois inconcevable, ait pu se produire, c'est pour cette seule raison qu'il est impossible d'oublier les Touaregs, notre Azawad.

Chapitre 4

L'héritage du néocolonialisme français

« Sans l'Afrique, la France glissera au rang de troisième puissance mondiale. »

Jacques Chirac, président de la République française (1995-2007)

« Le pouvoir colonial français a déchiré mon peuple, ma terre et ma communauté, les réduisant à l'état d'épouvantails errant entre les frontières coloniales nouvellement créées, sans égard pour les différences linguistiques, de couleur et culturelles qui existent entre les Touaregs et les Africains noirs. »

Yusuf Ag Acheikh (Combattant vétéran du soulèvement touareg de 1963)

Revenons un peu plus sur l'histoire de cette situation. Les points de vue divergents cités plus haut reflètent les sentiments de beaucoup et le problème qui persiste aujourd'hui. Lorsque la France a commencé à occuper notre patrie, c'était soi-disant dans le but d'établir un protectorat sur la région, au sein de ses anciennes colonies, dans la vaste région connue sous le nom d'Afrique-Occidentale française, et plus particulièrement à Bamako. L'impact de cette occupation sur la politique actuelle est dû à l'immense puissance de la France et à son statut de membre permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies.

La France bénéficie toujours d'accords de coopération historiquement contraignants qu'elle a initiés avec la plupart de ses anciennes colonies. Ces accords couvrent des domaines allant de la sécurité à l'économie, conférant à la France une suprématie politique et culturelle durable sur une grande partie de l'Afrique.

Cette suprématie est encore renforcée par le rôle de la France comme l'un des États les plus importants et les plus actifs au sein de l'Union européenne.

Les premiers affrontements armés entre les Touaregs et les colons français eurent lieu dans le sud de l'Algérie, au début de l'année 1881. Le colonel Paul Flatters, qui avait déjà tenté sans succès à deux reprises de pénétrer dans le Sahara par Ber el Gharama, à l'extrême sud de l'Algérie, mena une expédition dans la région. Le colonel et cent quatre-vingt-dix-huit de ses deux cents hommes furent tués par un groupe de guerriers touaregs, commandé par Amoud Ag Almoukhtar. On pense que les conditions climatiques extrêmes du Sahara ont facilité ce massacre. Cet événement provoqua l'horreur et la consternation au sein de l'armée française, qui décida de venger ses soldats tombés au combat.

« L'honneur de notre nom, notre influence légitime, la sécurité de notre entreprise algérienne, la grandeur et l'économie exigent que nous exercions une vengeance prompt et énergique pour tant de mauvaise foi, de perfidie et de férocité. » (Douglas Porch, La Conquête du Sahara)

Néanmoins, l'invasion française du Sahara ne se déroula pas comme prévu, peu après le massacre de l'expédition du colonel Flatters, mais seulement en 1889. La résistance touarègue dans le Sahara algérien se poursuivit pendant de nombreuses années, jusqu'à ce que son chef, Amoud Ag Almoukhtar, s'enfuit en Libye en 1923. Il y mourut plus tard, en combattant aux côtés des Libyens dans leur lutte contre les Italiens, en 1928. Au même moment, l'armée française faisait face à une résistance acharnée dans le nord du Mali, notamment de la part de la confédération Iwellmedan Kel Atram.

Cette résistance persista jusqu'en 1927, date à laquelle les soldats touaregs furent finalement vaincus grâce à l'armement français de pointe. Après trente-quatre années de résistance sporadique au colonialisme à Ahaggar (Algérie), Ajjer (Libye), Aïr et Azawagh (Niger), Adagh et au sein de la confédération Iwellmedan Kel Atram (Mali). Cela fit du Sahara le dernier territoire de tout le continent à être cédé à la colonisation française.

Même si la France a quitté physiquement la région en tant qu'ancienne puissance coloniale, tant que son héritage perdure, il est impossible de dissocier la question africaine en général de celle des Touaregs du nord du Mali et des pays limitrophes, tant ces enjeux sont étroitement liés.

Il suffit de dire ici, compte tenu du contexte historique des événements actuels, que l'intervention militaire française au Mali en 2013 n'était qu'une goutte d'eau dans l'océan, surtout si l'on considère son long historique d'interventions sur le continent africain.

En tant que Touareg, il me semble que même si la France a apparemment accordé l'indépendance et l'autonomie à la plupart de ses colonies africaines après les années 1950, elle n'a pas renoncé à grand-chose. Principalement ses liens culturels, sa langue, son système éducatif, son influence politique et, surtout, le contrôle direct des ressources naturelles du continent africain. D'autant plus que cela reste largement le cas aujourd'hui. À mon avis, l'octroi de l'indépendance n'était qu'une formalité administrative, un simple vernis dissimulant la poursuite d'un contrôle néocolonial.

Les accords de coopération contraignants que la France a exigé de ses colonies décrivaient en détail la nature de leurs relations, notamment en matière économique, de ressources naturelles, de monnaie, de présence militaire et de sécurité. La France a également contraint ses nouveaux États africains indépendants, dont le Mali depuis les années 1950, à payer pour les divers services coloniaux reçus, tels que la construction d'usines, de routes, d'aéroports et d'infrastructures publiques. La France s'est aussi réservée le droit de s'emparer des réserves nationales de ces pays.

Par conséquent, tous les pays africains anciennement sous domination française sont toujours tenus de déposer leurs fonds monétaires à la Banque de France, où 80 % des réserves de change sont encore contrôlées par le Trésor français. Peut-on parler alors de véritable indépendance ?

Les rapports fiscaux indiquent que plus de cinq cents milliards de dollars appartenant à des pays africains sont détenus dans le Trésor français. (Hopkins, 1970).

La France a également conservé un droit de préemption sur toutes les ressources naturelles découvertes dans ses anciennes colonies africaines. Elle s'est réservé l'exercice de ce droit jusqu'à ce qu'elle manifeste un intérêt ultérieur pour ces ressources.

Le pays africain concerné est alors en droit de rechercher d'autres bénéficiaires. Des clauses de défense ont également été incluses dans les accords de coopération, conférant à la France un droit absolu d'intervenir militairement et de déployer ses troupes dans la plupart de ses anciennes colonies, notamment lorsque ses intérêts économiques et politiques étaient jugés menacés.

Un exemple en est l'intervention militaire française dans le nord du Mali en mars 2013, sous prétexte de protéger la souveraineté et l'unité maliennes, prétendument menacées par les mouvements djihadistes progressant vers le sud. Avec le recul, il apparaît clairement que la réalité était bien différente.

La France avait un agenda caché derrière cette intervention précipitée. En réalité, elle s'intéressait davantage aux ressources naturelles de ses anciennes colonies : diamants, uranium et or. Le Mali est réputé depuis des siècles pour ces matières premières et est le troisième producteur d'or d'Afrique. Il n'est donc pas surprenant que des entreprises françaises aient pris le contrôle de la plupart des mines. De même, au nord de la région, dans des localités comme Gao, Samit et Kidal, des zones riches en pétrole, en or et en uranium.

La France envisageait également d'exploiter du pétrole à terme, notamment dans le bassin de Taoudeni, situé au cœur du territoire que nous avons proposé pour l'Azawad. Outre son intervention au Mali, l'objectif principal de la France était d'obtenir l'implantation d'Areva au Niger voisin, à moins de trois cents kilomètres de Kidal.

L'un des bastions des rebelles touaregs, et à deux cents kilomètres des monts Tigharghar, où sont généralement implantés les groupes djihadistes.

Il est clair que la France s'est également montrée de plus en plus préoccupée par l'intensification des activités des États-Unis et de la Chine en Afrique. Ses actions ultérieures ont confirmé son intérêt constant pour la région, et pourraient constituer un avertissement à ces deux grands concurrents internationaux.

À l'inverse, si l'Azawad avait été établi avec succès en 2012, l'armée française n'aurait plus été en mesure de contrôler la zone, ni l'exploitation et la distribution de ses ressources naturelles, principalement celles du nord du Niger, ainsi que celles encore à découvrir dans les bassins du Taoudeni et du Tesalit.

Au vu des accords coloniaux liant la France et l'Afrique depuis des siècles, on comprend mieux pourquoi la France a décidé d'intervenir aussi rapidement en 2012. Elle a refusé d'attendre une décision du Conseil de sécurité international, qui représentait ses États membres. Aussi improbable que cela fût, si cette décision avait été favorable à la France, elle aurait pu procéder légalement à une intervention. Au lieu de cela, les groupes djihadistes qui avaient déjà progressé vers Bamako, la capitale, ont été bombardés par l'armée française, et les forces spéciales françaises ont été mobilisées pour intervenir.

Comme vous pouvez le constater, les liens historiques qui unissent encore la France à ses anciennes colonies lui confèrent un avantage certain et un pouvoir considérable. Elle lui permet de conserver le contrôle sur la vie et l'avenir des populations africaines. Ceux qui souhaitent encore changer ce régime brutal, et comme le peuple touareg, créer un État séparé où ils pourraient vivre en paix avec leurs familles, sont confrontés à cette situation.

Il semble désormais probable que la France s'opposera à la création d'un État indépendant tel que l'Azawad. À moins que ses relations militaires et sa sécurité, notamment avec l'Algérie, n'aient été compromises. Et, dans une moindre mesure, avec d'autres pays voisins comme le Mali et le Niger, qui ont connu des rébellions touarègues au fil des ans.

L'histoire nous a appris que le Mali n'a jamais pu vaincre les factions rebelles du nord sans un soutien extérieur pour défendre ses frontières. De plus, lorsqu'il a été vaincu, le Mali a retourné ses armes contre le peuple nomade touareg et ses troupeaux. Une vieille tactique employée par les Maliens pour faire pression sur les rebelles touaregs et tenter de les persuader de négocier. Ce soutien s'exerçait généralement depuis l'Algérie, qui s'est imposée comme médiatrice dominante depuis 1990.

Ma préoccupation demeure : que faire pour aider mon peuple ?

Le retrait du soutien de la France et de l'Algérie permettrait aux insurrections touaregs de réussir leurs tentatives d'indépendance. Ni le Mali ni le Niger ne pourraient leur résister sans l'aide de ces alliés majeurs. Par ailleurs, des voix courageuses s'élèvent au sein de nations africaines, comme le Mali, le Niger, le Sénégal, etc.

Ceux qui ont la force, et un héritage culturel et traditionnel puissant, exigent un avenir meilleur. À l'image du départ complet de la France et de son influence du continent africain, que ce soit militairement, économiquement ou autrement. Offrons enfin au peuple touareg la réalisation de ses aspirations et l'espoir qui l'anime. Rendons-lui ses droits fondamentaux et la capacité de gérer son propre avenir.

Je crois fermement que l'appel des Touaregs à l'Azawad, notre État indépendant, résonne encore. Il ne doit plus rester inaudible.

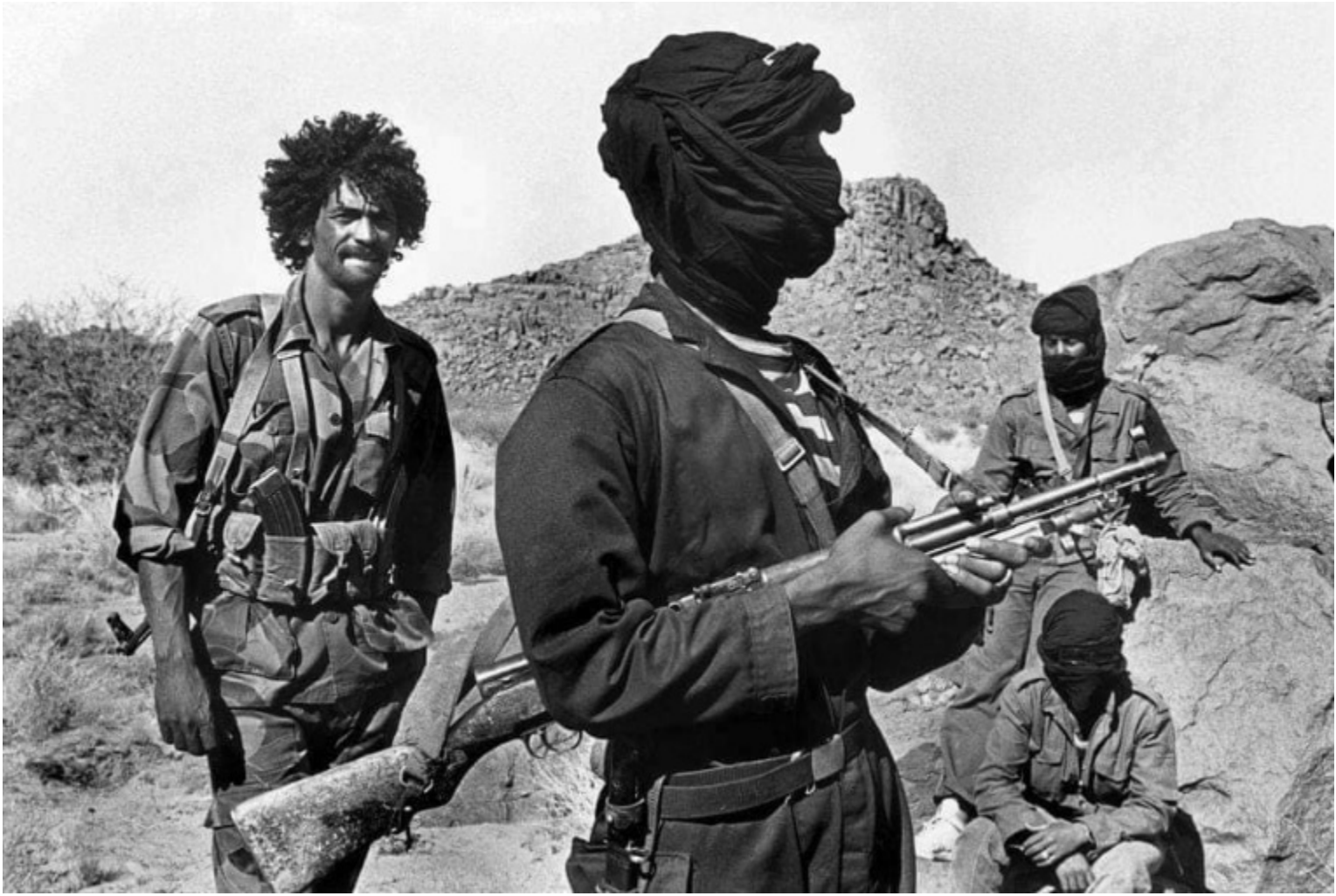
Photographies



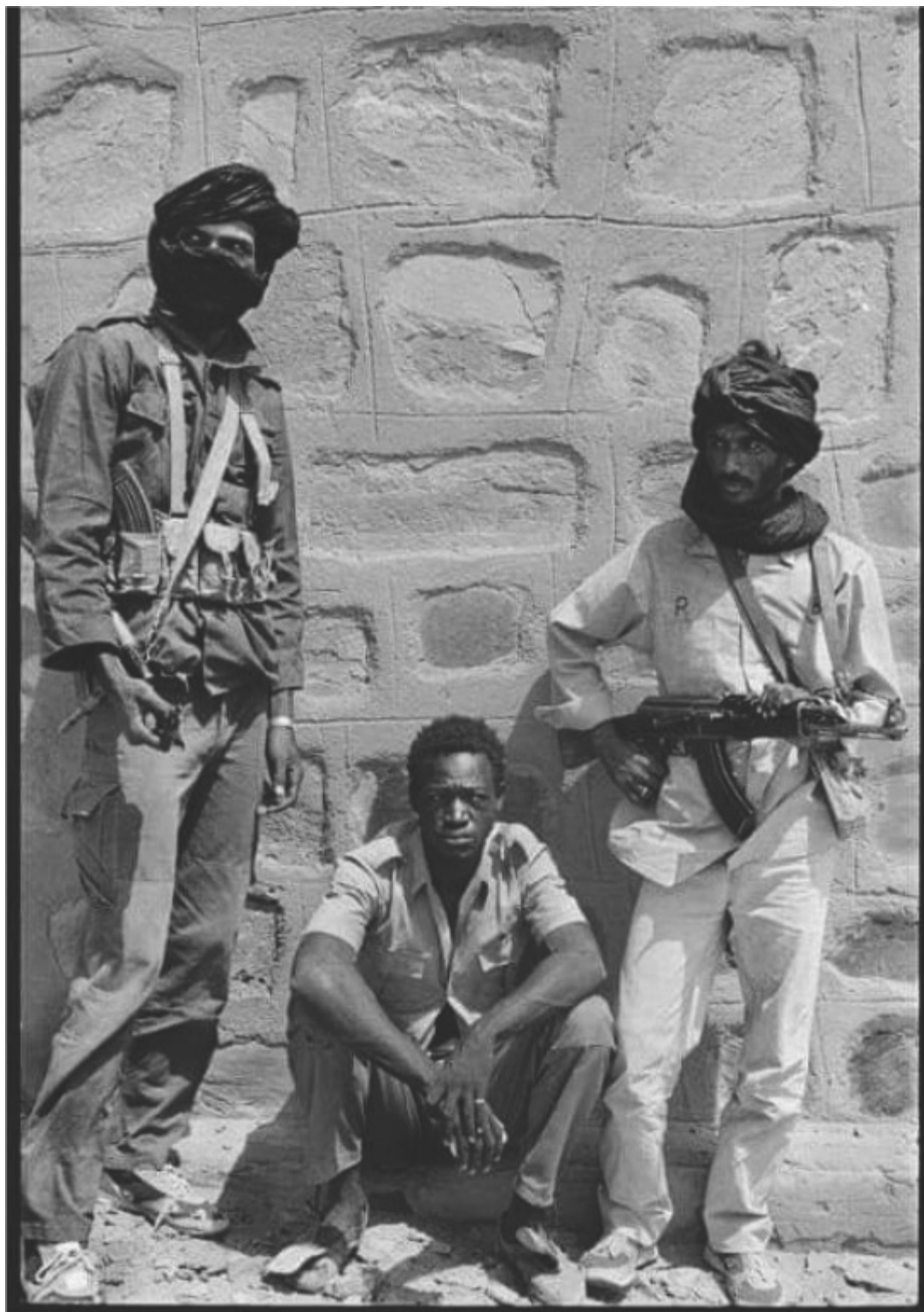
Akli Sh'kka s'exprimant devant les Nations Unies en 2016.



Akli Sh'kka s'adressant au public du Forum des Nations Unies sur les peuples autochtones en 2016.



Combattants touaregs lors de la rébellion des années 1990.



D'autres combattants touaregs de la rébellion des années 1990, avec un soldat malien qu'ils avaient fait prisonnier.



Des soldats maliens suivent Zeid Ag Attaher, chef de la rébellion de 1963 (au centre). Il avait été capturé par les Algériens et extradé vers le Mali avec Ilyas Ag Ayouba (à droite) et Mahmmmed Alhassan Ag Intwdou (à gauche). Tous ont été contraints d'ôter leur turban, ce qui est considéré comme une insulte pour un Touareg.



Des soldats touaregs de l'armée libyenne, avant d'être envoyés au Liban et au Tchad par le colonel Kadhafi au début des années 1980.



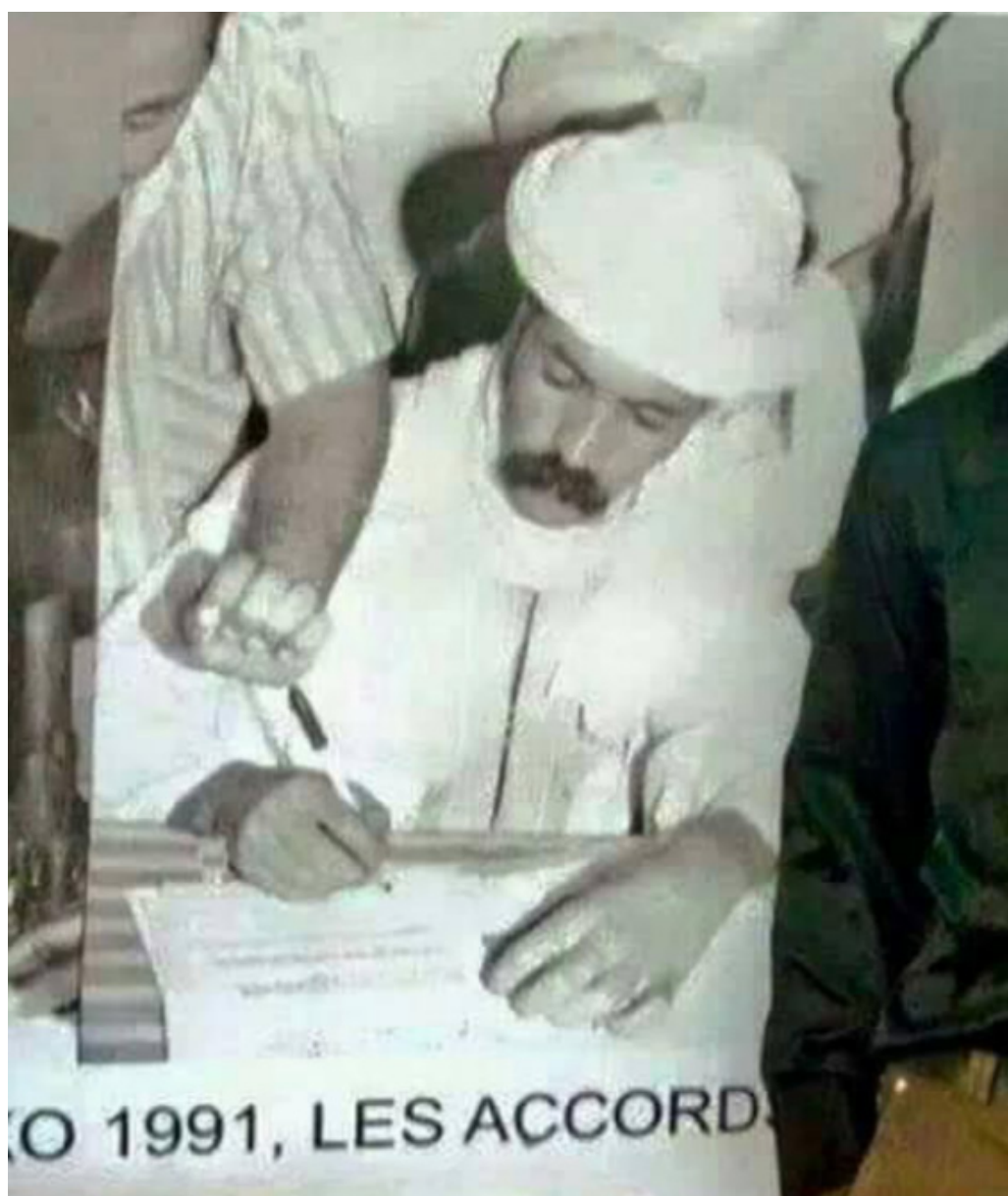
Akli Sh'kka dans le Sahara avec un groupe d'enfants touaregs. Cette photographie a été prise en 2008, alors qu'il réalisait le documentaire Imshuradj, ou Peuple sans pays.



Plus de combattants touaregs en Libye.



Iyad Aghali, chef de la rébellion touareg de 1990 (au centre), avec Ayss Ag Ouerakoul à ses côtés, agenouillée sur son bras.



Iyad Ag Aghali en Algérie, signant l'accord de paix de 1991 avec le Mali.



Les dirigeants du MNLA le 1er novembre 2010, date de sa création : Mohammed Jeri Maiga, Belal Ag Acharif et Mahmoud Ali (de gauche à droite).

Chapitre 5

Divisions conflictuelles au sein des mouvements de libération touaregs

« Il est très troublant de constater que les divisions internes chez les Touaregs n'apparaissent qu'en période de rébellion collective, après qu'ils ont pris les armes contre un ennemi commun. Une fois l'unité du Mali rétablie, cependant, ils semblent de nouveau bien s'entendre. »

Mashaknani (un chef touareg)

Pour comprendre l'échec de l'Azawad en 2012, il est essentiel d'examiner les divisions historiques qui existaient entre ses partisans. Le conflit opposait les différentes factions touarègues impliquées dans le MNLA au Groupe Autodéfense Touareg Imghad et Alliés (GATIA), un groupe touareg et arabe progouvernemental du nord du Mali, fondé par le général Alhaji Ag Gamo. Bien qu'il fût touareg, il refusait de reconnaître l'existence d'un État azawad indépendant et préférait diriger la tribu Imghad, avec ses alliés arabes et bambaras, durant le conflit de 2012.

Ce choix se substituait à l'armée malienne, déjà lourdement défaite à plusieurs reprises, et poursuivait ses efforts pour empêcher la survie de l'Azawad. Comme on peut l'imaginer, cette situation a contribué au manque d'organisation au sein même du MNLA et, finalement, à l'échec de l'Azawad.

Néanmoins, à mon avis, la rébellion touarègue de 2012 contre le gouvernement malien fut l'une des plus réussies depuis le premier soulèvement de 1963 et les années 1990. Et ce, malgré les problèmes internes au MNLA à cette époque, notamment les conflits intertribaux et la désunion parmi ses dirigeants, ainsi que l'incapacité à rallier d'autres groupes ethniques à ses rangs, tels que les Peuls, les Songhaï, les Arabes et d'autres tribus touarègues, comme les Imghad.

Avec le recul, plusieurs années plus tard, il est évident que la désunion et les guerres tribales internes entre les différents groupes touaregs allaient constituer un obstacle majeur à la réalisation de l'Azawad, et à toute forme d'indépendance ailleurs dans la région. Les modes de vie variés des personnes impliquées ont fait partie intégrante du problème pendant bien trop longtemps. De ce fait, la nation touarègue demeure aujourd'hui divisée entre cinq États : la Libye, l'Algérie, le Niger, le Burkina Faso et le Mali, sur un territoire de cinq millions de kilomètres carrés.

Malheureusement, il m'est impossible, dans cet ouvrage, de relater chaque épisode qui a jalonné le contexte historique et social ayant conduit au soulèvement touareg de 2012. Bien que nombre de ces événements y aient contribué, beaucoup se sont également produits simultanément. C'est pourquoi j'ai eu recours à des sous-titres pour évoquer certains groupes dissidents, formés principalement entre les années 1990 et 2012, afin de faciliter le suivi de leur évolution et leur distinction. Le principal groupe impliqué dans la création d'Azawad demeure le MNLA, et je crois qu'il aurait dû connaître un succès total.

Front populaire pour la libération de l'Azawad

Lors des rébellions de 1990 et 1994, les chefs touaregs se retrouvèrent divisés en quatre fronts distincts, chacun correspondant à une tribu ou une région touareg. Cette fragmentation eut pour conséquence la scission rapide du principal organe collectif de l'époque, le Front populaire de libération de l'Azawad, en cinq ou six groupes tribaux armés. Il arrivait que ces groupes s'affrontent, ou qu'ils s'allient à d'autres groupes ethniques, là encore pour des raisons politiques.

Lors de sa création en janvier 1991, le Mouvement populaire d'Azawad était principalement composé de membres de la tribu Ifoghas, sous la direction d'Iyad Ag Aghali et d'Acheikh Ag Awassa. Iyad était à l'origine un patriote engagé, luttant pour la liberté, les droits et les besoins de son peuple. Mais lors de la révolution de 2012, il changea radicalement et devint un djihadiste intransigeant, combattant sans relâche pour l'unité de l'État malien sous la loi de la charia.

Ag Aghali et son groupe religieux, Ansar Adin, devenu par la suite Jama'at Nasr al-Islam wal Muslimin, rejetaient également l'idée d'un État indépendant pour les Touaregs du nord du Mali. Ils privilégiaient la création d'un État islamique couvrant l'ensemble du pays.

Malgré les divisions tribales et ethniques internes qui existaient déjà à différents niveaux parmi les séparatistes touaregs lors des rébellions de 1963 et des années 1990, la situation en 2012 présentait une différence significative. Les nouveaux conflits internes, violents, qui ont émergé poursuivaient des objectifs différents et répondaient à de nouveaux enjeux socio-politiques.

Front islamique arabe d'Azawad

Les membres de ce mouvement provenaient principalement de la communauté arabe du Mali, notamment de Gao, Taoudeni et Tinbuktu. Le groupe était dirigé par Ahmed Ould Sidi Mohammed, un homme d'affaires arabe et contrebandier de cigarettes originaire de Tinwkar, un petit village du nord-est de Gao. Il fut créé en janvier 1991 pour défendre la population arabe, officiellement contre les attaques touarègues. Il fut cependant responsable de nombreux crimes de guerre contre les Touaregs. Plusieurs militants du mouvement accusèrent à maintes reprises les séparatistes touaregs de vouloir établir un État entièrement centré sur leur propre groupe ethnique. Cet Azawad, selon eux, ignorerait inévitablement les autres ethnies, comme les Arabes et les Songhai. Ils affirmaient également qu'il était responsable d'avoir incité d'autres Berbères d'Afrique du Nord à se soulever contre leurs gouvernements respectifs.

Ces arguments trouvèrent un écho favorable auprès des nationalistes panarabes et d'autres personnalités politiques d'Afrique du Nord. Ils pensaient que la création d'un État d'Azawad au nord du Mali pourrait inciter d'autres Touaregs du sud de l'Algérie, de Libye et du Niger à se soulever de la même manière. Les frontières d'un tel État pourraient à terme s'étendre bien au-delà du Mali, peut-être même jusqu'aux régions d'Afrique du Nord où la majorité de la population était composée de Berbères amazighs, une autre branche de la nation touarègue. Cela pourrait également inciter d'autres pays à revendiquer un État séparé. Cette préoccupation s'est en partie traduite par la multiplication des appels à la création d'un État national amazigh en Afrique du Nord.

Au fil des années, diverses campagnes ont été menées en faveur d'un nouvel État regroupant tous les Berbères d'Afrique du Nord.

L'un de ces projets, le Tamazgha, prévoyait un territoire traversant le Sahara, de l'oasis de Siwa, en Égypte occidentale, jusqu'aux îles Canaries, plus à l'ouest. On évoquait également un territoire s'étendant vers l'ouest à travers le nord de la Libye, englobant ainsi la Tunisie, l'Algérie, le Maroc et la Mauritanie, puis vers le sud jusqu'au sud du Mali et au Niger. Ce projet dépassait largement le plan initial de l'Azawad, tel qu'il avait été conçu par les séparatistes en 2012, et aurait inclus l'ouest de l'Espagne.

Certains activistes amazighs, parmi les plus fanatiques, réclamaient le rapatriement des descendants des Arabes ayant migré vers l'ouest au VIIIe siècle. Ils souhaitaient les renvoyer sur les terres d'origine de leurs ancêtres, porteurs du message islamique qu'ils propageaient ! Plus précisément, dans la péninsule arabique, ou Al Jazeera Al Arabiya en arabe.

L'Armée révolutionnaire de libération de l'Azawad

Ce groupe a été créé en novembre 1991, alors que la tribu Imghad était en guerre contre les Touaregs Ifoghas. Ce conflit sanglant a entraîné la mort violente de dizaines de personnes des deux camps, parmi lesquelles des combattants armés et des Touaregs innocents et désarmés. Le même scénario s'est reproduit vingt ans plus tard, en 2012, avec encore plus de morts et de victimes. À cette occasion, le fondateur et chef du futur groupe GATIA, le colonel Alhaji Ag Gamou, a déclaré une guerre totale au MNLA avant de constituer un groupe tribal.

Il avait commandé l'armée malienne officielle à Gao, Menka, Tassalit et Kidal. Il était réputé pour exercer son autorité d'une main de fer. La majorité des soldats qu'il commandait encore étaient issus de sa propre tribu, les Imghad. À l'époque, la plupart des Maliens noirs du sud le considéraient comme un héros national. Ses efforts avaient permis l'unification de leur région et, finalement, la destruction de l'Azawad. Le 31 mars 2012, Alhaji et ses six cents hommes, dont des officiers supérieurs de l'armée malienne, furent chassés du nord du Mali par des combattants du MNLA. Ils trouvèrent refuge au Niger voisin.

Il est revenu en juillet 2012, fraîchement armé et bénéficiant d'un soutien important du Niger. En août 2014, sa mission pour la GATIA était de chasser les séparatistes du MNLA de la région, ainsi que leurs alliés. Il affirmait clairement que la GATIA luttait pour préserver l'intégrité de l'État malien et empêcher la survie de l'Azawad. Bien entendu, cela signifiait qu'Alhaji Ag Gamou avait changé de camp. Dans les années 1990, il était l'un des chefs et commandants militaires les plus en vue à avoir combattu avec acharnement l'État malien pour assurer le succès de l'Azawad. Or, quelques années plus tard, il rejetait catégoriquement toute possibilité d'une telle réalisation, qualifiant ses partisans de bandits, de terroristes et de criminels qui devaient être traduits en justice !

En conséquence, l'ancienne Armée révolutionnaire de libération de l'Azawad fit son retour, sous le nom de GATIA. Ses membres étaient principalement des Touaregs Imghad et leurs alliés. Il est probable que l'objectif principal de ce groupe était également de régler de vieux comptes avec son ennemi traditionnel, la tribu Ifoghas. Ses dirigeants pensaient pouvoir les anéantir une fois pour toutes, sous le prétexte commode de lutter pour l'unité nationale du Mali. De nombreux crimes contre l'humanité furent commis par les deux camps lors du conflit qui s'ensuivit. La milice GATIA exploita ses liens avec l'armée malienne légitime et bénéficia d'un soutien important de la population noire de la région, elle aussi opposée à l'Azawad.

Le Front populaire d'Azawad (MPA)

Le Front populaire de l'Azawad (FPA) a été créé en janvier 1991. Ses membres étaient majoritairement issus de la tribu Ifoghas. Les fondateurs du mouvement, dont Iyad Ag Aghali et Acheikh Ag Awssa, s'étaient engagés à combattre l'armée malienne, à protéger les civils des milices armées maliennes telles que les Songhai, et à défendre la tribu Ifoghas contre d'autres mouvements. Le mouvement s'est scindé lors du Pacte de Tamnghast, signé en Algérie en 1991. Il est probable que le FPA ait été créé par les Ifoghas et leurs alliés pour s'opposer aux tribus Imghad. Des centaines de Touaregs innocents ont été tués des deux côtés, victimes d'attaques-éclair qui se sont poursuivies pendant près d'un an. Le conflit s'est ensuite étendu à la Libye et à l'Algérie, où vivaient et travaillaient de nombreux Touaregs.

Front de libération nationale de l'Azawad

Le Front de libération nationale de l'Azawad (FLN) a été créé en janvier 1993. Ses membres étaient principalement issus des tribus Ishadhanharène et Douss'hak de la région de Menka. Considérés comme les précurseurs de la rébellion de 2012, les Douss'hak ont rejoint la GATIA en mai 2016. Moussa Ag Acharatoumane, qui avait également contribué à la création du MNLA, s'était rapproché de la cause de Bamako au détriment de celle de l'Azawad.

En 2016, la majorité des Douss'hak avaient quitté le MNLA pour fonder leur propre mouvement, la MSA, tandis que les Ishadhanharène restaient fidèles au MNLA. Ce dernier avait remporté des succès considérables dans de nombreux domaines en tant que groupe politique et armé, comparativement aux précédentes rébellions touarègues, mais n'était toujours pas parvenu à s'implanter auprès de l'ensemble du peuple touareg, ni auprès des autres groupes ethniques maliens. Il est aisé de comprendre, à la lumière de ces événements, le manque d'unité du mouvement et sa contribution indéniable à l'échec de l'Azawad en 2012. Cet échec culmina avec l'attaque du quartier général du MNLA à Gao par le groupe terroriste MOJWA, au cours de laquelle son chef, Belal Ag Ashareef, et le secrétaire général du MNLA furent presque tués.

Belal a été critiqué pour son manque de contrôle sur ses commandants et soldats. Malgré le fait que ses ordres n'aient pas toujours été suivis, il est encore considéré aujourd'hui par de nombreux jeunes Touaregs comme un leader modéré, qui s'efforçait de créer un mouvement militaro-politique unifié, affranchi des appartenances tribales.

Le manque d'unité au sein du MNLA était en réalité manifeste dès sa création dans les monts Zakak en novembre 2011. Iyad Ag Aghali n'ayant pas été désigné chef du groupe par les membres du MNLA à cette époque, il a fondé son propre mouvement religieux, Ansar Addin. Dès le début, de nombreux soldats et chefs traditionnels Ifoghas du MNLA ont déserté peu après pour rejoindre Ansar Addin. Le plus notable d'entre eux était Alghabass Ag Intalla, l'un des plus hauts dirigeants Ifoghas et fils d'Amanokal N Adagh, Intala Ag Attaher.

Malgré les critiques formulées à l'encontre du leadership de Belal, le bon fonctionnement du MNLA était en réalité bien plus complexe. Chaque tribu au sein du mouvement était dirigée par son propre chef traditionnel. De ce fait, les soldats ne recevaient pas d'ordres directs de Belal, mais uniquement de leurs chefs tribaux respectifs, également membres du mouvement. La tribu Idnan en est un bon exemple. Elle était dirigée par le chef d'état-major militaire du MNLA, Mohammed Ag Najim. Pourtant, ni lui ni les membres de sa tribu n'obéissaient aveuglément aux ordres donnés par Belal.

Ce scénario peut s'appliquer à d'autres chefs du mouvement, comme par exemple la tribu Shaman-amass. En 2012, cette tribu était dirigée militairement par le colonel Assalatte Ag Khaby. Il a fait défection du MNLA peu après la déclaration d'indépendance et a rejoint Ansar Adin. Par la suite, les membres du MNLA l'ont accusé d'être « hypocrite » et de changer d'allégeance à sa guise ! Ce n'est peut-être pas si loin de la vérité. Selon plusieurs dirigeants et militants du MNLA qui lui étaient autrefois proches, il ne semblait pas suffisamment passionné par l'idée d'Azawad, ni convaincu de sa possibilité. Il est probable qu'il ait rejoint le MNLA à ses débuts pour se protéger, lui et sa tribu, des autres groupes radicaux de la région, tels qu'Ansar Adin et AQMI.

Quant aux tribus comme les Taghtmelt, les Kel Assouk et les Ishadanharen... Les Eradjnaten et les Ifoghas, également organisés sous l'autorité de Belal Ag Ashareef en tant que chef politique des Ifoghas, restaient fidèles uniquement à leurs chefs traditionnels. Ils ne recevaient d'ordres ni de Belal, ni de son chef d'état-major, Mohammed Najim.

L'autre problème résidait peut-être dans la domination du MNLA par les Ifoghas et leurs tribus touaregs affiliées, originaires pour la plupart de la région de Kidal. Les principaux dirigeants, comme Béalal, appartenaient à la tribu Ifoghas. Cela offrit aux partisans du gouvernement malien l'occasion de critiquer le mouvement, l'accusant de ne pas représenter l'ensemble de la communauté touareg ni même la région entière.

Néanmoins, malgré les critiques adressées au MNLA, ce mouvement a acquis une légitimité sans précédent auprès du peuple touareg. Il a engendré un changement radical par rapport à la situation qui prévalait depuis des années, notamment chez les jeunes, les femmes et surtout les classes instruites et politisées.

Ce succès est en grande partie dû à la puissance des réseaux sociaux, tels que Facebook et WhatsApp, ainsi qu'à celle de la télévision et de la radio, qui ont joué un rôle crucial en attirant des personnes de tous horizons dans les rangs du mouvement de libération.

Une nouvelle génération de jeunes Touaregs instruits a apporté un soutien indéfectible à la révolution de 2012, tant au pays qu'à l'étranger. C'était la première fois dans l'histoire de nos insurrections que les médias étaient mobilisés au service d'une cause défendue depuis de nombreuses années. On peut également affirmer que c'était la première fois que le peuple touareg se révoltait avec le soutien de la population. La situation avait radicalement changé ! Notre révolution n'était plus l'œuvre d'un seul leader, mais une révolution populaire.

Le MNLA n'a peut-être pas totalement réussi sa tentative en 2012, mais je crois qu'il a beaucoup contribué à l'avenir d'un État touareg indépendant.

Chapitre 6

Résistance des groupes ethniques au Mali

Des différences ethniques existent également au sein de la population malienne, ce qui a contribué à l'échec de l'Azawad. Les ethnies songhaï et bambara ont des cultures différentes de celles des Touaregs. Des conflits de guérilla ont opposé ces groupes rivaux, et des violations des droits humains ont été commises par les deux camps en 2012 et auparavant.

Le peuple touareg croyait fermement en sa déclaration selon laquelle l'Azawad devait devenir un État indépendant. À nos yeux, il s'agissait d'une revendication juste et légitime d'un minimum de justice, après deux siècles d'horribles mauvais traitements, principalement infligés par le gouvernement français. Cette période avait été suivie d'une domination hostile de nouvelles élites dans les États qui avaient succédé au régime français en Afrique de l'Ouest. Les dirigeants de ces pays n'avaient souvent que peu ou pas de sympathie pour ceux qu'ils considéraient comme des « nomades insolents

», et étaient, entre autres, difficiles à taxer!

Bien souvent, les Touaregs constituent une petite minorité par rapport aux autres ethnies, ou à des peuples comme les Songhaï. Peu après la déclaration d'indépendance en 2012, des centaines de Songhaï à Bamako et Gao sont descendus dans la rue pour la dénoncer. De nombreux manifestants se sont exprimés dans les médias, affirmant que la région de l'Azawad n'appartenait pas aux Touaregs, mais était un territoire songhaï et peul. Ils ont ajouté que la zone triangulaire qu'ils souhaitaient revendiquer pour l'Azawad, au nord du Mali, était leur terre ancestrale depuis des siècles.

Ces différences ethniques sont devenues un tel problème qu'en 2018, une autre guerre sanglante faisait rage entre les différentes factions et milices ayant des intérêts supposés dans le nord du Mali. Je tiens à préciser que mon intention n'est en aucun cas de prendre parti, ni de porter un jugement sur le comportement des personnes impliquées, directement ou indirectement, dans les événements de l'époque.

J'ai écrit ce livre comme un appel à la paix, pour nous inviter tous à dépasser le passé et à œuvrer ensemble à un avenir meilleur, sans violence ni souffrance.

L'histoire de cette partie du Mali actuel, et des rébellions touarègues antérieures dans la région, nous rappelle que les divisions ethniques et les hostilités mutuelles sont anciennes. Bien que la plupart des conflits opposent essentiellement les nomades touaregs à la peau claire aux Maliens noirs sédentaires, les populations diverses de cette vaste région vivaient autrefois en relative harmonie pendant des décennies, avec très peu de problèmes. Mais chaque fois que les nomades touaregs ont choisi de défier le gouvernement malien à Bamako par les armes, cette harmonie s'est rapidement effondrée. Les autres peuples tribaux du sud, appartenant à des groupes ethniques apparentés, se sont alors unis contre les Touaregs, qui étaient considérés comme venant de régions beaucoup plus au nord. Depuis l'indépendance du Mali en 1960, ces conflits ethniques se produisent environ tous les dix ans dans le nord.

Dans les années 1990, de nombreux Songhaï et Peuls noirs s'unirent pour former des milices armées et empêcher les rebelles touaregs de progresser vers le sud. Parmi les groupes les plus importants de cette époque figurait la milice Ganda Koy, née d'une initiative songhaï en opposition à la rébellion touareg et visant à bloquer tout espoir d'indépendance. Le mouvement fut fondé en mai 1994 par un ancien officier des forces armées maliennes, l'imam Mohammed n'Tissa Maiga. Son nom officiel était Mouvement patriotique malien Ganda Koy (MPGK). Ganda Koy peut se traduire de la langue songhaï par maîtres de la terre ou propriétaire terrien.

La plupart de ceux qui ont rejoint le Ganda Koy, y compris les chefs, étaient des déserteurs de l'armée malienne. Les générations précédentes de Touaregs, perçus comme un peuple guerrier, considéraient ces deux tribus comme leurs vassaux, voire leurs esclaves. C'était particulièrement le cas pour la minorité peule. Cette histoire de servitude entre ces tribus explique en partie pourquoi, depuis la rébellion touarègue des années 1990, les combattants songhaï et peuls se sont alliés au gouvernement malien, afin de réprimer les soulèvements touaregs dans le nord. Peut-être aussi dans l'espoir de se libérer de ces chaînes historiques ?

On prétend que la principale raison de l'opposition des Peuls et des Songhaï à l'idée d'un État indépendant d'Azawad réside dans leur crainte persistante d'une nouvelle tentative de subjugation de la part des Touaregs du nord. Or, cette crainte est loin d'être fondée, ce qui illustre la profondeur de ces conflits ethniques. Les Songhaï et les Peuls se considèrent comme un peuple autochtone, profondément enraciné sur leurs terres. Ils perçoivent les Touaregs comme des envahisseurs venus d'Afrique du Nord il y a fort longtemps pour piller. De ce fait, nous estimons ne pas avoir le droit de prendre des décisions au nom d'autrui, notamment concernant l'avenir de ce que la communauté noire songhaï et peule considère comme sa patrie légitime et historique.

Durant les rébellions touarègues de 1990 et 1991, l'armée malienne a fourni d'importantes quantités d'armes et d'argent à la milice Ganda Koy, à condition qu'elle attaque tout Touareg ou Arabe à la peau claire qu'elle trouverait. Les Ganda Koy auraient également ciblé toute personne susceptible de sympathiser avec les rebelles, ainsi que celles soupçonnées de soutenir l'idée d'un Azawad indépendant. Des centaines de civils touaregs ont été tués, leurs maisons détruites et leurs animaux abattus ou confisqués.

L'un des crimes les plus odieux restés gravés dans la mémoire collective des nomades touaregs est sans doute celui perpétré par la milice Ganda Koy en octobre 1994, avec le soutien total de l'armée malienne. Cinquante-trois marabouts touaregs, ou hommes saints, appartenant pour la plupart à la tribu Kel Assouk, ainsi que des femmes (dont des enceintes) et des enfants, furent massacrés dans un campement près de Gao. Cette atrocité abominable demeure à jamais présente dans le cœur des Touaregs à travers le Sahara.

À chaque rébellion dans le nord, le gouvernement malien déploie son armée dans le but d'éliminer les nomades touaregs vulnérables. L'objectif principal est d'instiller la terreur chez les rebelles afin de les contraindre à déposer les armes, puis de les forcer à des négociations inégales et stériles. Dans le cadre de cette stratégie de soumission employée par l'armée malienne, plus de cent cinquante mille nomades touaregs ont fui en 2012, se réfugiant au Burkina Faso, en Algérie ou en Mauritanie. La majorité de ces réfugiés étaient soit des nomades touaregs, soit des El-Bidan. En arabe, El-Bidan signifie « Blancs ». Ce terme est principalement utilisé par les Touaregs pour désigner les Arabes du Mali, du Niger, du Sahara marocain et de Mauritanie.

Même à travers ces quelques exemples, il est aisé de constater l'effet néfaste de cette haine mutuelle entre la minorité touarègue et la majorité des Maliens noirs (Songhaï et Peuls) sur la création et la survie de l'Azawad. Les deux camps ont instrumentalisé les préjugés ethniques ou raciaux pour s'attirer des alliés ou susciter la sympathie, ainsi que pour légitimer leurs propres ambitions politiques.

Le mouvement Ganda Koy insistait sur l'existence d'une guerre entre « Noirs » et « Blancs » afin de rallier à sa cause les « bellah » (Peuples) et les « el-Haratin », ce dernier terme arabe désignant des peuples semi-serviles. (Judith Scheele, 2012)

Malheureusement, ce scénario s'est répété à maintes reprises. Le 6 avril 2012, des centaines de Songhaï et de Peuls ont manifesté dans les rues de Gao, alors proclamée capitale de l'Azawad, ainsi qu'à Bamako, la capitale du Mali, pour exprimer leur rejet de cette proclamation. Des manifestations ont même eu lieu jusqu'en Europe.

Parmi les plus actifs dans la diffusion de la haine sur les réseaux sociaux (Facebook en particulier), et lors des manifestations et des campagnes de violence, figuraient des Songhaï du nord, ainsi que d'autres Maliens noirs, plus au sud, à Bamako. Les slogans hostiles qu'ils utilisaient comprenaient : « Azawad NON ! OUI, pour l'unité du Mali ! » et « Le nord du Mali n'appartient PAS aux Touaregs blancs ! »

La veille de la proclamation de l'Azawad, des centaines de Songhaï et d'Africains noirs, soutenus par le groupe MAJUA et AQMI, ont défilé massivement dans les rues de Gao. Ils ont proclamé leur refus de voir le Mali divisé en deux pays, avec un Azawad indépendant au nord. La milice Ganda Koy s'est rapidement reformée et réorganisée pour cibler les civils touaregs et les membres du MNLA, comme elle l'avait fait les années précédentes. Dans un communiqué publié en janvier 2012, la milice Ganda Koy a formellement déclaré son opposition à l'Azawad et son refus de permettre la division du Mali.

Cette déclaration exigeait également que tous les Maliens s'unissent et défendent leur patrie contre les envahisseurs et les bandits. Elle fut rapidement suivie d'une campagne de dénigrement contre les Touaregs et les Arabes « blancs » de la capitale malienne, Bamako. Tous les Blancs devinrent des cibles légitimes.

Leurs maisons, leurs commerces et leurs autres biens furent incendiés. Suite à ces événements effroyables, une grande partie de la population victime a fui la capitale pour se réfugier dans les pays voisins, la Mauritanie et le Burkina Faso. Les Ganda Koy attaquèrent également de la même manière les campements des nomades touaregs près de Gao.

Les messages diffusés à maintes reprises par le Ganda Koy ont clairement exprimé leur refus catégorique de reconnaître un État touareg indépendant, voire même la création d'un État au sein de l'État dans le nord du pays. Le MNLA, quant à lui, se présentait avec vigueur comme un nouveau mouvement révolutionnaire visant à libérer tous les peuples de l'Azawad, qu'ils soient touaregs, arabes, peuls ou songhaï.

Lors de sa création en 2010, le MNLA, initialement un groupe politique pacifique composé principalement de Touaregs, de Songhaï et d'Arabes, s'est transformé en mouvement militaro-politique en 2012, privilégiant les armes et un dialogue ferme pour atteindre ses objectifs. Dans une lettre ouverte datée du 1er novembre 2010, jour même de sa fondation à Gao, ses dirigeants ont déclaré avoir été contraints de revoir leurs plans. Le gouvernement malien ayant refusé leur offre de négociation, ils ne pouvaient plus être un mouvement pacifique, mais un mouvement politique armé.

Dès le début, des violences ont été perpétrées contre d'autres factions tribales et ethniques, et il est clair que les dirigeants du MNLA n'ont pas réussi à rallier d'autres groupes ethniques à leur projet d'État indépendant. Un État censé bénéficier à la population diverse et dispersée de cette région, notamment les Songhaï et les Peuls. Compte tenu du long passé de conflit entre ces ethnies, cet échec n'est guère surprenant. Ces deux groupes étaient majoritaires dans des localités comme Gao et Tinbuktu.

Cette ville fut fondée par les Touaregs au XVe siècle. Son nom provient d'une femme touareg légendaire nommée Buktu. Les caravanes de chameaux chargées de sel y arrivaient en provenance de la région de Taoudani, du Maroc et de Mauritanie. Elles confiaient leurs marchandises à Buktu pour les mettre en sécurité. Au fil du temps, la ville devint une étape régulière sur les routes commerciales. Que les marchands de sel viennent du sud, de l'ouest ou de l'est, ils commencèrent à l'appeler Tinbuktu, ce qui signifie « le lieu de Buktu » en touareg.

Chapitre 7

Le rôle des États voisins dans l'échec de l'Azawad

Le premier mouvement islamiste arrivé dans le sud du Mali dans les années 1990 fut le Tablighi Jamaat. Originaire du Pakistan, ses membres prêchaient la da'wa, un mot arabe signifiant « appel », ce qui la présentait comme un groupe islamique pacifique, cherchant à se démarquer de la politique et de la violence. Pourtant, beaucoup le considèrent comme le point de départ de l'extrémisme et de l'islam radical dans la région. Bien que d'autres groupes militants islamistes fussent présents en Algérie depuis de nombreuses années, comme le Groupe salafiste de prédication et de combat, fondé par l'extrémiste algérien Hassan Hattab durant la guerre civile de 1998, aucun de ces groupes n'avait pénétré dans le nord du Mali avant 2003. Avant de devenir AQMI en 2007, il s'agissait d'un mouvement islamiste algérien local dont l'objectif était de transformer le régime militaire algérien en un État islamique.

La situation s'est envenimée en avril 2003, lorsque trente-deux touristes européens ont été enlevés dans les monts Ahaggar, au sud de l'Algérie. Trois semaines après leur disparition, des informations ont commencé à indiquer que les otages se trouvaient dans les monts Tigharghar, au nord du Mali. Ils ont finalement été libérés après trois mois de négociations avec les autorités maliennes, menées par Iyad Ag Aghali, qui deviendra plus tard, en 2012, un chef du groupe extrémiste Ansar Addin. Dans le cadre de ces négociations, cinq millions d'euros ont été versés en espèces aux ravisseurs par l'intermédiaire d'Ag Aghali.

Suite à cela, les Américains et les Européens commencèrent à s'intéresser davantage à la situation dans le nord du Mali, car la région était progressivement devenue un refuge potentiel pour différents groupes illégaux: terroristes, trafiquants de drogue, contrebandiers de cigarettes, trafiquants d'êtres humains et d'armes. Kidal était quant à elle un bastion notoire des rebelles touaregs, opposés au gouvernement malien après l'indépendance du pays en 1960.

Les événements de 2012 dans le nord du Mali ont entraîné l'effondrement total des autorités élues. Un coup d'État militaire, le 21 mars, mené par une junte dirigée par le capitaine Amadou Sanogo, a été suivi, le 6 avril, par la déclaration de l'Azawad. S'en est suivie une période de moins de trois mois marquée par des affrontements armés entre les rebelles touaregs et l'armée malienne.

Ces événements imprévus ont déclenché un nouveau cycle de violence dans toute la région. Les populations qui ont vécu cette période ont été choquées par la rapidité des changements, notamment par la montée en puissance inattendue de mouvements islamistes radicaux bien équipés qui ont rapidement pris le contrôle de vastes portions du territoire. Après avoir chassé le MNLA de son dernier bastion à Gao le 26 juin 2012, ces groupes radicaux comprenaient Ansar al-Dine (Défenseurs de la Foi), AQMI et le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO).

Le chef d'Ansar al-Dine, Iyad Ag Aghali, a publié une déclaration officielle en arabe, reprise ensuite par le porte-parole militaire du groupe, Oumara Ham. Il y affirmait que leur guerre était menée pour l'islam et l'application de la charia dans tout le Mali. Non seulement ils rejetaient l'Azawad, mais ils s'opposeraient à son instauration. Ansar al-Dine était contre tous les mouvements laïques qui réclamaient un État séparé dans le nord du Mali

Le même discours hostile envers les Touaregs a été tenu par le chef d'AQMI, Abdelmalek Droukdel, également connu sous le nom d'Abou Moussab Abdel Wadoud. Dans une déclaration vidéo diffusée en juin 2012, il affirmait que son groupe souhaitait un Mali unifié sous l'égide de la charia. Il ajoutait que la France avait menti au peuple malien en prétendant ne pas vouloir un pays divisé. En réalité, elle soutenait le Mouvement de libération de l'Azawad. Il ne restait plus qu'à remercier Dieu que leurs frères moudjahidines et leurs fils musulmans du nord aient anéanti ce projet satanique et sauvé le Mali du démembrement !

Une rhétorique politique virulente a conduit ces trois mouvements islamistes à s'unir pour mettre fin au rôle militaire du MNLA et s'opposer à notre aspiration à un État indépendant. Des rumeurs non vérifiées ont circulé concernant des alliances entre des groupes djihadistes et le MNLA, notamment avec le groupe nationaliste islamiste touareg Ansar Addin, mais ces alliances se sont avérées infondées ou très ténues.

Ce qui est certain, c'est que les dirigeants du MNLA ont longtemps tenté de convaincre Ansar Addin de prendre ses distances avec les mouvements radicaux transnationaux, tels qu'Al-Qaïda, et de s'allier au MNLA. Ces tentatives ont manifestement eu l'effet inverse et ont finalement conduit à la création de médias pro-maliens et occidentaux, contribuant ainsi à semer la confusion au sein du MNLA.

La réaction des gouvernements des pays limitrophes du Mali, notamment l'Algérie, la Libye et le Niger, a également eu un effet néfaste. Cette réaction était principalement liée à des facteurs géopolitiques, au contrôle des ressources naturelles de la région et à la présence d'une population touarègue dispersée.

Lors du soulèvement touareg de 1963, l'Algérie a apporté un soutien politique et militaire au gouvernement malien afin de réprimer la rébellion alfellaga. Les principaux chefs ont été arrêtés et extradés vers le Mali après avoir cherché refuge en Algérie. Cette mesure a été prise en guise de « cadeau » à Modibo Kita, le premier président du Mali. Leurs noms étaient Zeyd Ag Attaher et Alladi Ag Albasher. Parmi les trente-cinq autres personnes qui subirent le même sort, on comptait Mahmmmed Mahmoud, El Araouani, Mohammed Ali, Taher Ansari, Ilyas Ag Ayouba et Sidalmin Ag Acheikh.

Lorsque la sécheresse des années 1970 frappa la majeure partie du Sahara et que de nombreux nomades touaregs perdirent leurs troupeaux, ils furent contraints de vivre dans des campements surpeuplés. Plusieurs de ces campements se situaient à la périphérie des villes en développement du sud de l'Algérie et de la Libye. Puis, en 1980, le colonel Kadhafi invita les Touaregs à le rejoindre en Libye. Il reconnut que c'était leur terre ancestrale au Sahara et leur fit plusieurs promesses : un logement décent, l'éducation gratuite et une aide à la formation militaire. L'objectif était de leur permettre de libérer leurs terres traditionnelles à l'Azawad (Mali) et à Air-Azawagh (Niger). Il promit même la nationalité libyenne à ceux qui la souhaitaient. Son appel parvint jusqu'à Tinbuktu. Des centaines de jeunes Touaregs venus de tout le Sahara se rendirent bientôt en Libye, répondant à son invitation et à son appel aux armes, déterminés à se construire une vie meilleure en saisissant cette opportunité.

À leur arrivée en Libye, les représentants de Kadhafi les installèrent dans des lieux précaires, leur assurant qu'il ne s'agissait que d'une situation temporaire.

Ces lieux ressemblaient à des camps de réfugiés, mais les Touaregs furent amenés à croire qu'ils bénéficieraient bientôt de conditions de vie bien meilleures, suite aux promesses largement diffusées du colonel Kadhafi. Très vite, cependant, il devint évident que son célèbre discours n'était que pure rhétorique politique. Il n'avait aucune intention d'apporter un soutien véritable au peuple touareg, et encore moins de l'aider à réaliser son rêve d'indépendance. Après une formation militaire élémentaire, nombre de ces « Ishumar », ces hommes qui avaient rejoint la Libye à cette époque, comprirent qu'ils avaient été complètement dupés. Malgré leur réticence, beaucoup furent contraints de combattre pour lui, aidant Kadhafi à mener ses guerres personnelles au Liban et en Syrie en 1982, et au Tchad en 1978.

Il est désormais évident que son objectif principal a toujours été de recruter davantage de soldats pour son armée affaiblie. Lorsqu'il se rendit au Liban, en tant que Grand Libérateur Arabe, c'était pour s'opposer à Israël dans ce qui allait devenir la guerre du Liban. Il connaissait déjà la valeur et la férocité des combattants touaregs et les exploita, apparemment sans le moindre scrupule. Nombre de Touaregs ayant répondu à son appel à rejoindre la Libye, riche en pétrole, laissèrent leurs familles derrière eux, dans le Sahara. Dans les ghettos de réfugiés apatrides, personne ne possédait de papiers d'identité ni de droits civiques. Sans parler de nationalité ou de passeport. Contre la volonté des anciens, les jeunes Touaregs furent envoyés se battre dans des guerres sans espoir que Kadhafi finit par perdre, au Tchad comme au Liban. Beaucoup de ces Touaregs, s'ils n'ont pas été tués ou grièvement blessés, ont tout simplement disparu.

Une tragédie inutile, et pourtant tout n'était pas perdu. Bien que Kadhafi ait impitoyablement instrumentalisé le peuple touareg à ses propres fins, il lui a indirectement apporté un soutien précieux dont certains ont bénéficié. Ils ont non seulement profité de la formation militaire qu'il dispensait, mais surtout de son système éducatif. Des centaines d'entre eux ont ainsi pu accéder à l'éducation, ce qui leur a permis par la suite d'intégrer l'université et influence déjà l'avenir possible de l'Azawad. Plus étonnant encore, quelques Touaregs sont devenus officiers supérieurs de l'armée libyenne. En 1990, certains de ces soldats sont parvenus à retourner au Mali pour y déclencher une nouvelle rébellion. Parmi eux figuraient Iyad Ag Aghali, Sidikham Ag Mohammed, Issa Gova, Asslat Ag Khabi, Abdurhmane Galla et Alhaji Ag Gamou.

Cela ne signifie pas pour autant que j'ai oublié les Touaregs morts à cette époque, grièvement blessés ou tout simplement disparus. Ce qui est arrivé à tant des miens. Y compris ceux qui ont été arrêtés par l'armée de Kadhafi et emprisonnés pendant trois ans pour avoir tenté de faire passer clandestinement des armes au Mali ou au Niger. Parmi eux, Khamlamin Alla, Mahmmmed Didi (alias Jackson), Iyad Mossa et Mohammed Najem, devenu chef d'état-major de l'armée du MNLA en 2012. Ces hommes ont été appréhendés alors qu'ils tentaient de faire sortir clandestinement de Libye un AK-47 et des munitions.

Concernant le conflit qui oppose l'Algérie aux Touaregs depuis des années, son gouvernement a réprimé la rébellion de 1963 menée par Alla Ag Albacher et d'autres. Parmi eux figurait Zeida Ag Attaher, qui chercha ensuite refuge auprès des autorités algériennes, mais ses efforts furent vains. Au lieu de trouver refuge, il fut extradé, comme de nombreux autres Touaregs, vers Bamako et emprisonné pendant 15 ans.

Selon d'anciens participants au soulèvement de 1990, l'Algérie a également infiltré les rangs de cette rébellion en tentant d'assassiner ses chefs, Iyad Ag Aghali et Aburuhmane Galla. La première tentative d'élimination d'Iyad par les services secrets algériens eut lieu en août 1990 à Achabrech, une vallée proche de la frontière algéro-malienne. Des agents du Département algérien du renseignement et de la sécurité (DRS) interceptèrent un 4x4 Toyota qu'ils pensaient appartenir à Iyad. Son chauffeur, Aghali, était cependant seul dans le véhicule lorsqu'il est parti à la recherche de gazelles.

Les Algériens ont exercé une pression maximale sur les membres de chaque rébellion touarègue. Cela a engendré d'énormes difficultés dans les années 1990, lorsque l'armée et la police algériennes ont commencé à arrêter tous les hommes touaregs à Tinzaparin, Timyawen, Tamanghasset et ailleurs, sans distinction d'âge, et sur la base de soupçons de soutien aux rebelles. Une centaine d'hommes et de femmes ont été arrêtés pour port de symboles de la révolution. Les Algériens sont même allés jusqu'à saisir les cassettes de musique du groupe Tinariwen. Quiconque était soupçonné de soutenir la cause était emprisonné sans procès, le plus souvent sans preuve concluante de sa culpabilité.

L'objectif de ces hostilités était, une fois de plus, d'accroître la pression sur les rebelles, dont les bastions se situaient à Kidal, Menka et dans les monts Tigharghar. Les Algériens espéraient obtenir leur reddition, ce qui leur offrirait une nouvelle occasion de réunir les séparatistes autour d'une table de négociations avec le gouvernement malien. Conformément au schéma établi, ces négociations seraient supervisées par les autorités algériennes.

Aujourd'hui encore, l'Algérie se considère comme le seul médiateur légitime, disposant de toute autorité pour examiner et contrôler la situation des Touaregs, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de sa région. Cette situation se reproduit à chaque nouvelle révolte dans le nord. Depuis la rébellion des années 1990, l'Algérie a ainsi pu manipuler les négociations entre les Touaregs et le gouvernement malien, souvent en élaborant des accords défavorables afin de s'assurer le contrôle de chaque étape du processus. Elle exclut évidemment toute autonomie ou la création d'un État indépendant comme l'Azawad.

En 2012, de nombreux militants et dirigeants touaregs ont critiqué l'Algérie pour avoir infiltré des groupes terroristes dans le nord du pays, dans le but de discréditer la rébellion légitime et de compromettre une fois de plus nos perspectives d'indépendance. Ces accusations ont été révélées lorsque d'anciens membres du groupe Ansar Addin ont évoqué leurs relations secrètes avec le DRS en mai 2013. Je pense que le gouvernement algérien a cherché à exercer ce contrôle par intérêt personnel, et peut-être aussi par crainte. En effet, l'Azawad aurait été limitrophe du territoire algérien au sud, où vivait une importante population touareg susceptible de se soulever et de renforcer la revendication politique de l'Azawad, voire de nous rejoindre au sein de notre nouvel État.

Au Niger, où de nombreuses rébellions touarègues ont eu lieu entre les années 1990 et 2007, le gouvernement a également adopté une position agressive contre l'Azawad. Il est possible que le Niger soit même allé jusqu'à soutenir l'armée malienne et son groupe progouvernemental GATIA, en envoyant certains de ses soldats combattre à leurs côtés.

L'intérêt personnel et la corruption ont une fois de plus joué un rôle dans cette situation, avec la volonté de contrôler l'exploitation des ressources naturelles de la zone déclarée Azawad : pétrole, gaz et uranium, présents sur les terres traditionnellement habitées par les Touaregs. Ces ressources conservent évidemment une valeur monétaire considérable.

Mon peuple exploitait autrefois l'or à grande échelle à Kidal, dans le bassin du Tessalit, à Zakak et à Ahzraghen, des régions qui se trouvent aujourd'hui au nord du Mali, au Niger et au sud de l'Algérie. À l'époque, des sources locales fiables estimaient la quantité totale d'or extraite à environ deux tonnes par mois. De nombreux témoignages d'habitants du nord du Mali ont également fait état de l'implication clandestine de membres de l'armée française et de certaines forces des Nations Unies dans l'extraction d'or. La plupart de ces activités se déroulaient à Kidal et dans le bassin du Tessalit, ou à proximité.

En 2013, l'Algérie a fermé sa frontière avec le nord du Mali, touchant ainsi la zone que nous avons désignée pour l'Azawad. Le gouvernement algérien a justifié cette décision par la nécessité de protéger ses richesses nationales contre les intrus. Cette mesure a conduit à l'arrestation et à l'emprisonnement, sans procès, de centaines de jeunes Touaregs accusés d'exploitation minière d'or illégale en Algérie.

Chapitre 8

The 2020 Coup D'Etat And Democratic Sham In Mali

Tout cela a conduit à un nouveau coup d'État en 2020. Le prétexte invoqué était que le Mali était devenu un État failli. Tout au long de sa longue histoire, chaque gouvernement est arrivé au pouvoir à la suite d'un coup d'État militaire, ce qui est devenu la norme politique. Il en sera toujours ainsi tant que les Touaregs du nord n'auront pas recouvré leur indépendance et que le Mali ne sera pas devenu un pays démocratique et correctement gouverné. Ce qui n'est pas le cas actuellement. À tout le moins, le peuple de l'Azawad devrait bénéficier d'une forme de fédéralisme et d'autonomie pour gérer ses propres affaires. Au lieu de cela, le terrorisme s'est intensifié et la principale cause du coup d'État de 2020 était la corruption profondément enracinée au sein du gouvernement malien, aggravée par une répartition inéquitable des ressources et du pouvoir. Les gouvernements de la région, y compris celui du Mali, ont utilisé des terroristes pour obtenir des financements de l'Occident, des Nations Unies et de l'Union européenne, ce qui complique encore davantage la cause historique et légitime de l'indépendance des Touaregs.

La démocratie se définit comme un système de gouvernement exercé par l'ensemble de la population d'un territoire, par l'intermédiaire de ses représentants élus. Or, au Mali, ce n'est manifestement pas le cas, à tel point que le processus démocratique est devenu une véritable mascarade. Le 18 août 2020, les rues de Bamako étaient envahies par une foule en liesse célébrant le coup d'État qui venait d'avoir lieu. Ce coup d'État faisait suite à une série de manifestations contre les irrégularités rencontrées lors de la réélection du président Ibrahim Boubacar Keïta, principalement en raison d'allégations de corruption et de fraude. Le président et son Premier ministre, Boubou Cissé, furent rapidement arrêtés et conduits à la base militaire de Kati, berceau de la mutinerie. Le président démissionna plus tard lors d'une interview télévisée, ce qui semblait confirmer qu'il n'avait d'autre choix.

Keïta avait dissous la Cour constitutionnelle du Mali en juillet, officiellement pour apaiser les tensions provoquées par les manifestations réclamant sa démission. Ironie du sort, les résultats des élections législatives concernant trente sièges avaient été invalidés par cette même cour en avril, avantageant ainsi le parti de Keïta.

Onze manifestants ont été tués par les forces de sécurité à l'époque, sur fond d'accusations de fraude électorale. Keïta a également été accusé de ne pas avoir géré correctement les violences perpétrées par les rebelles, notamment ceux qui avaient rejoint les groupes djihadistes, en particulier le Jamaat Nasr al-Islam wa al-Muslimin (JNIM). La situation politique était déjà aggravée par des difficultés économiques et la volatilité des prix de l'or et des produits agricoles dont dépend le Mali. Ces prix ont encore chuté en raison de la pandémie mondiale de Covid-19. Tout cela alors que près de la moitié des Maliens vivaient déjà dans l'extrême pauvreté.

La rébellion indépendantiste de 2012 avait également débuté dans la caserne de Kati et s'était rapidement transformée en une tentative de renversement du président Amadou Toumane Touré. Un contre-coup d'État manqué, nécessitant l'intervention de la communauté internationale, a engendré des troubles civils et politiques. En 2012, des soldats maliens se sont révoltés suite au refus de répondre à leurs demandes d'armement, de munitions et d'équipement de meilleure qualité, destinés à les soutenir dans leur lutte contre les rebelles touaregs. Le ministre de la Défense a tenté de négocier avec eux, mais sans succès. La crise s'est donc rapidement aggravée. L'objectif initial, en 2012, n'était pas de renverser le président, mais la rébellion a dégénéré en une rébellion et un coup d'État de grande ampleur visant à renverser le gouvernement.

Des mutineries ont émaillé la lutte des Touaregs pour l'indépendance, non seulement en 2012, mais aussi avec une fréquence plus élevée que les coups d'État contre le gouvernement malien. Ces deux types de mutineries ont généralement des conséquences dramatiques pour les civils et peuvent dégénérer en violences politiques graves. Elles annoncent souvent un coup d'État imminent. Le Burkina Faso a connu quatre mutineries en 2011, puis un coup d'État réussi en 2014, suivi d'une nouvelle tentative l'année suivante. Il convient de se demander pourquoi certaines mutineries se transforment en coups d'État et d'autres non. Au Mali, les manifestations politiques de masse constituent un facteur important. Elles peuvent facilement dégénérer en mutinerie ou en coup d'État. Il semble que des manifestations similaires dans la capitale, Bamako, soient également plus susceptibles de se transformer en coup d'État, probablement parce qu'elles témoignent d'un large soutien à cette tentative de changement. Ce soutien pourrait inciter les meneurs de la mutinerie ou les militaires à revoir leur position et à aller plus loin que prévu initialement.

Les répercussions des événements de 2020 nécessitent encore une analyse approfondie au moment de la rédaction de cet ouvrage. Néanmoins, le coup d'État a suscité une réaction internationale négative. L'action menée par les rebelles touaregs constituait une nouvelle revendication pour que le Mali devienne un véritable État démocratique, une étape cruciale pour mettre fin aux violations des droits humains qui s'y produisent. Suite aux vives critiques de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), quinze pays ont fermé leurs frontières avec le Mali et imposé des sanctions aux conspirateurs.

Les Nations Unies, l'Union européenne et l'Union africaine ont également condamné le coup d'État, exposant ainsi les personnes cherchant à renverser le gouvernement malien à une riposte internationale encore plus forte. Cette situation est d'autant plus préoccupante que le Mali compte un nombre important de troupes étrangères, dont onze mille déployées par la mission de stabilisation des Nations Unies et cinq mille soldats français supplémentaires. L'impact de l'aide internationale sur l'évolution de la situation reste également à déterminer. La Banque mondiale estime que l'aide publique au développement représente environ 70 % des dépenses de l'État malien.

Une intervention internationale pourrait s'avérer cruciale pour induire un changement, même si son impact pourrait être modulé par la dynamique interne du Mali. L'absence de soutien populaire à Keïta et à son gouvernement rend son retour improbable. Bien sûr, des pressions extérieures pourraient changer la donne, mais la situation reste pour l'instant incertaine. Des élections ont généralement lieu après un coup d'État, et là encore, cela semble probable en raison des pressions internationales. Cependant, même si le processus électoral se déroule correctement, cela ne présage rien de bon quant à la composition du futur gouvernement. Permettre à toutes les parties prenantes d'être représentées lors des élections pourrait favoriser l'instauration d'élections multipartites à l'avenir et éviter une situation similaire à celle de 2012.

Le 20 août, une nouvelle junte militaire, le Comité national pour le salut du peuple, a été instaurée à Bamako. Promettant des élections et un climat de confiance accrue entre le peuple malien et le gouvernement, cette situation a suscité une vive inquiétude à travers le monde, craignant de déstabiliser l'ensemble de la région.

Le président du Conseil européen, Charles Michel, a déclaré lors d'une conférence de presse que le rétablissement de la stabilité et la lutte contre le terrorisme devaient être considérés comme prioritaires. Il a également évoqué la libération des prisonniers et le rétablissement de l'état de droit. Il a également souligné l'importance de poursuivre l'étroite coopération établie avec différentes institutions africaines, qui pourrait permettre de résoudre les problèmes conformément aux aspirations du peuple malien.

Michel n'était pas le seul à exprimer ces inquiétudes. Des messages similaires ont été diffusés par l'Union européenne, les États-Unis et les pays arabes. On craignait que cette situation ne soit facilement exploitée par les extrémistes islamistes. Bien que l'armée française soit parvenue à les chasser des principales villes, ces groupes continuent de se renforcer. Les États-Unis, l'Italie et l'Allemagne déploient également des ressources militaires. Parallèlement, les Nations Unies dépensent actuellement un milliard d'euros par an pour financer leurs quinze mille soldats. Une mesure nécessaire, car plus de soixante pour cent du territoire malien est désormais occupé par les combattants de l'Azawad et d'autres groupes. Dans les zones encore contrôlées par le gouvernement malien, la corruption est monnaie courante, suscitant colère et critiques de la part de ceux qu'il est censé représenter. Comment peut-on parler de démocratie dans une telle situation ?

L'escalade du terrorisme et l'effondrement politique actuel ont, sans surprise, des conséquences désastreuses pour les Touaregs et les autres populations vivant actuellement au Mali, notamment celles qui subissent depuis de nombreuses années les conséquences des conflits et de la résistance. Des millions de personnes dans la région du Sahel sont prises au piège de cette situation, et la violence fait désormais partie de leur quotidien. Comme si cela ne suffisait pas, la crise s'est récemment aggravée pour plusieurs raisons, notamment la pandémie de coronavirus. La violence dans la région s'est intensifiée depuis le début de la pandémie, entraînant une hausse du nombre de décès, de blessés et de déplacements de population, notamment parmi les Touaregs. L'impact sur les infrastructures sanitaires est considérable : 18 % des établissements de santé du Mali ont été détruits, dont 90 % dans le nord du pays.

Je comprends pourquoi ce dernier coup d'État a eu lieu. Mon peuple lutte depuis trop longtemps pour survivre sous le joug d'une répression constante. Le président en qui on leur avait de nouveau demandé de faire confiance pour défendre leurs intérêts, voire améliorer leur situation, s'est rapidement corrompu, comme tant d'autres avant lui. Il faut que ça change !

Le président Keïta a été élu en septembre 2013 suite à l'échec de la déclaration d'indépendance de l'Azawad. Plus tôt dans l'année, les djihadistes avaient pris le contrôle de certaines régions du nord et du centre du Mali. On attend évidemment de Keïta qu'il prenne toutes les mesures nécessaires pour remettre le Mali sur pied et permettre à tous de tourner la page.

Au lieu de cela, il s'est révélé un dirigeant incompetent, impliqué dans de nombreuses intrigues qui gangrenaient la politique malienne depuis des années. À cela s'ajoutait une crise financière et d'autres problèmes. Sa solution ? Acheter un avion présidentiel peu après son investiture ! Ses amis et associés se sont vu confier des postes à responsabilité, sans que leurs qualifications soient prises en compte. Son fils, Karim, connu pour son train de vie fastueux, a été récompensé par la présidence du comité de défense du gouvernement, poste qu'il a occupé jusqu'à sa démission en août. Pendant ce temps, les violations des droits humains des Touaregs s'intensifiaient, tout comme leurs souffrances. Un rapport confidentiel des Nations Unies a également révélé la présence active de trafiquants de drogue au Mali, certains travaillant pour des clans influents à Bamako!

La réponse de Keïta ne fut pas de s'attaquer aux problèmes urgents comme celui-ci. Il choisit plutôt de s'en prendre aux institutions politiques maliennes, notamment la Cour constitutionnelle, chargée de valider les résultats des élections, et l'Assemblée nationale, vraisemblablement dans le but de consolider son monopole du pouvoir. La situation atteignit son paroxysme début 2020, suite aux manifestations contre lui et à la formation du mouvement M5 en juin. Ce mouvement visait à limiter le pouvoir du président de nuire davantage à l'État et à initier une série de réformes qui aboutiraient à la renaissance du Mali. Malgré les apparences de bonnes intentions, les membres du mouvement n'étaient pas exempts de critiques. Le principal acteur était Mahmoud Dicko, un partisan intransigeant du salafisme, une branche sunnite rigoriste de l'islam. Ce mouvement avait déjà fait échouer une loi en 2009 visant à renforcer l'autonomie des femmes et s'était ensuite opposé à l'introduction de l'éducation sexuelle dans les écoles, y voyant un possible vecteur d'homophobie.

Un autre problème pour le mouvement d'opposition à Keïta était qu'il lui restait encore trois ans de mandat sur les cinq prévus. De ce fait, il bénéficiait d'une légitimité constitutionnelle. Malgré cela, les manifestations se poursuivirent tout au long de l'été, réclamant la démission de Keïta.

On dénombra entre onze et vingt-trois morts, et bien que le président ait fait des concessions, celles-ci furent rejetées. La médiation ultérieure de la CEDEAO n'a pas non plus permis de sortir de l'impasse qui s'était produite.

Lors du coup d'État, les conséquences pour la population ont été minimales. Il a certes contraint Keïta à la démission et rendu probable la tenue d'élections supplémentaires, avec la mise en place d'un gouvernement de transition. Malheureusement, il est peu probable que cela résolve le problème de fond auquel sont confrontés les Touaregs qui aspirent à une véritable démocratie au Mali. Dicko et les autres membres du mouvement M5 poursuivent également leurs propres objectifs.

Le problème majeur demeure le détournement considérable des institutions politiques, qui perdure dans les États francophiles d'Afrique de l'Ouest depuis 1960, et la pratique persistante du simple non-respect des règles. Des politiciens comme Keïta peuvent ainsi saboter la démocratie de l'intérieur. Lors des coups d'État à répétition qui s'ensuivent, les participants reproduisent invariablement cette violation systématique de la démocratie, se contentant de suivre le modèle établi par leurs prédécesseurs.

On peut citer de nombreux exemples, notamment celui du président ivoirien Alassane Ouattara, qui a récemment annoncé son intention de violer une nouvelle règle constitutionnelle limitant à deux le nombre de mandats, et qui se présente à sa propre succession cette année. Le président guinéen Alpha Condé a suivi une voie similaire. Au Niger, Mahamadou Issoufou, bien qu'ayant déclaré ne pas vouloir enfreindre la règle des deux mandats, a modifié les règles électorales afin de marginaliser l'opposition. Le président du Burkina Faso, Roch Marc Christian Kaboré, demeure pour l'instant l'exception.

La situation politique au Mali est alarmante. Les Touaregs ne sont pas les seuls à s'inquiéter de son issue. Face à la montée des groupes djihadistes, la sécurité du Sahel et au-delà en dépend fortement. Nous devons tous faire notre possible pour que la paix soit le résultat final de ce dernier coup d'État, et mettre fin aux violences et aux ravages dans toute la région. La mascarade démocratique au Mali est depuis bien trop longtemps au cœur de ce problème persistant.

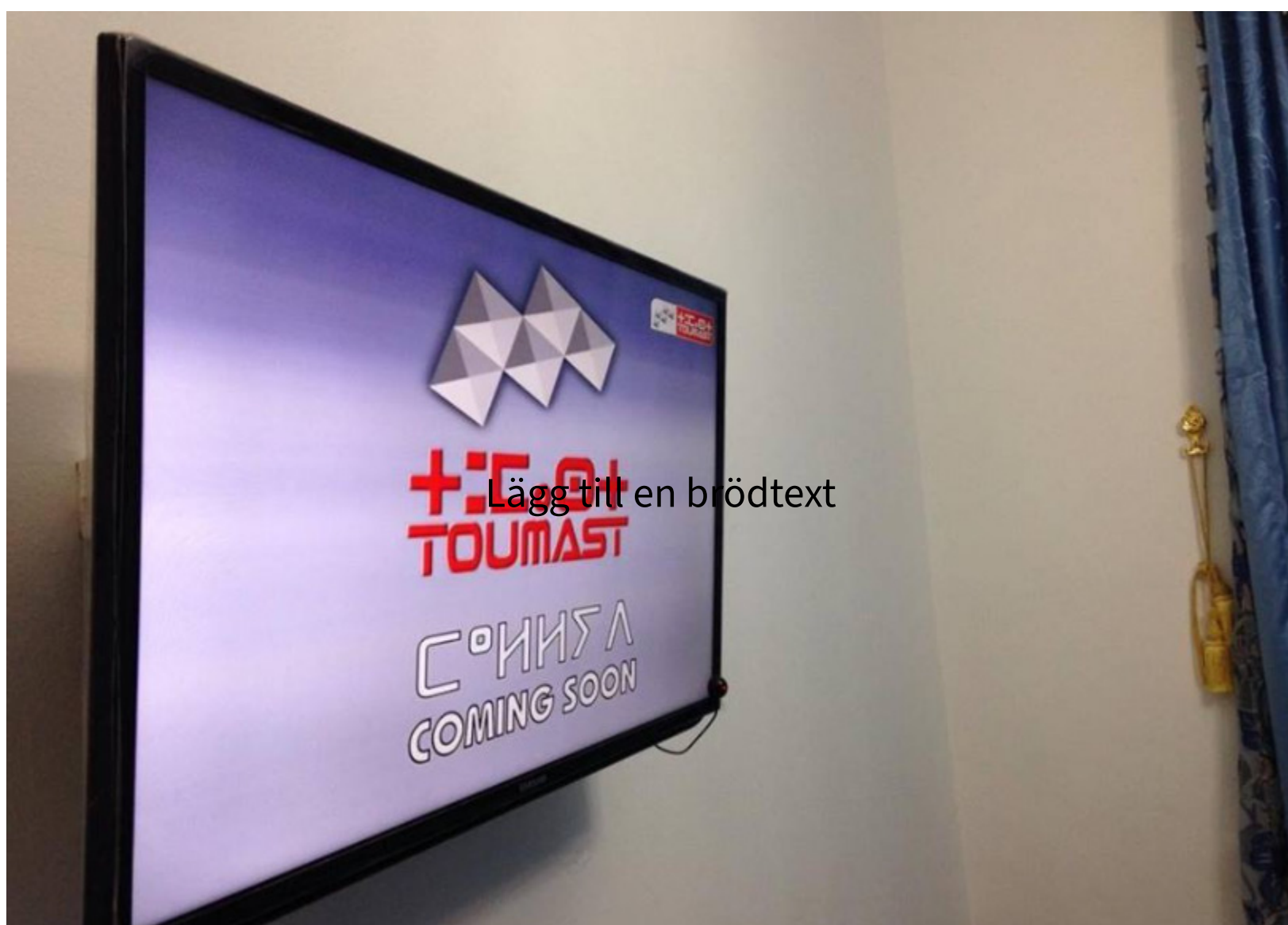
Photographies



Des enfants touaregs fréquentent l'école Inetalan à Sebha. La plupart d'entre eux avaient quitté leurs familles au Sahara pour recevoir une éducation et un entraînement militaire dans les camps du colonel Kadhafi.



D'autres enfants touaregs dans un des camps du colonel Kadhafi.



Lägg till en brödtext

Image de Toumast Broadcasting reçue en Libye.



Akli Sh'kka (au milieu), Ayoub Ag Chamed (à droite) et Mustafa Ag Azawi (à gauche) au Studio Toumast à Paris.



Un monument au centre de Kidal, symbolisant l'indépendance touareg de 2012 et la victoire de l'Azawad.



Un autre monument à Kidal, célébrant l'indépendance touareg en 2012.



Akli Sh'kka (au premier plan) participant à une manifestation pacifique en 2013 devant l'ambassade de France à Londres, contre l'intervention de la France à Azawad.



Une deuxième photographie de la manifestation de 2013 à Londres.



Une troisième photographie de la manifestation de 2013 à Londres.



Manifestation de l'Azawad contre la présence des Nations Unies à Kidal en 2015.



Chameliers touaregs portant le drapeau de l'Azawad après la déclaration d'indépendance de 2012.



Akli Sh'kka à Kidal en 2019.



Libye : Membres touaregs du mouvement « Non au racisme », Ubari (sud de la Libye), 2020.



Libye : Des militants du mouvement « Non au racisme » inscrivent le slogan du mouvement sur un mur.



Libanaise : Des militants du mouvement « Non au racisme » manifestent contre la discrimination systémique.



Libye : Des enfants touaregs brandissent le drapeau libyen et le logo du mouvement « Non au racisme ».



Libanaise : Des étudiants militants du mouvement « Non au racisme »



Azawad independence supporters protesting in Kidal
2017



Mali: General Alhaji Ag Gamou with his GATIA fighters



Des enfants de l'Azawad brandissent le drapeau de l'Azawad.



Des combattants du MNLA dans l'un des camps d'entraînement du Mouvement, à Kidal.



Enfants sympathisants du MNLA portant des T-shirts à l'effigie du drapeau de l'Azawad, Kidal.



Akli Sh'kka entouré de combattants du MNL, Kidal 2019.

Chapitre 9

Comparaison des Touaregs du Mali avec ceux d'ailleurs

Afin d'évaluer s'il existe d'autres raisons à l'échec de l'Azawad en 2012, et pourquoi les Touaregs du Mali se sont révoltés à maintes reprises au fil des ans, il me semble important de les comparer à ceux vivant dans d'autres pays voisins, tels que la Libye, le Niger et l'Algérie. L'objectif est de déterminer les différences politiques, sociales et économiques qui ont pu y contribuer.

Les soulèvements nationaux qui ont balayé la majeure partie de l'Afrique du Nord et du Levant depuis fin 2011 se sont étendus à certaines régions du Sahara. Ces bouleversements politiques soudains ont entraîné la chute de régimes antidémocratiques comme ceux de Tunisie et de Libye, où une grande partie de la population touarègue s'était installée ou avait intégré l'armée libyenne pendant de nombreuses années. Mais le cours des événements a soudainement changé après la mort de Kadhafi et l'effondrement de son régime en octobre 2011. En raison de ces changements politiques rapides en Libye et dans d'autres parties de la région, des centaines de rebelles touaregs lourdement armés qui avaient combattu pour Kadhafi ou les rebelles libyens ont commencé à rentrer chez eux dans le nord du Mali.

Cela semblait d'autant plus probable à l'époque, compte tenu de l'intensification des frappes aériennes de l'OTAN contre le régime de Kadhafi en août et septembre 2011.

Ibrahim Ag Bahanga, chef de l'Alliance de Mai, se trouvait en Libye depuis 2009, suite aux accords de paix signés avec le gouvernement malien. Selon des sources proches de lui, Ag Bahanga et d'autres officiers touaregs, ayant servi dans l'armée libyenne pendant plusieurs années, sont parvenus à mobiliser clandestinement un grand nombre d'hommes et d'importants stocks de munitions provenant des approvisionnements militaires de Kadhafi. Ils les ont ensuite envoyés dans le nord du Mali entre août et septembre 2011.

Début juillet, Bahanga parvint également à rejoindre les monts Zakak, toujours dans l'extrême nord du Mali. Il était accompagné d'au moins cinq cents hommes, pour la plupart des déserteurs de la 32e brigade, commandée par Khamis, le fils de Kadhafi, et de la brigade Maghawir, sous les ordres du général Ali Kanna. Peu après son arrivée, Bahanga commença à préparer ses hommes au combat contre le gouvernement malien, en visant et en réglant ses armes sur les positions maliennes à l'intérieur de leurs camps militaires.

Des circonstances suspectes entourent la mort d'Ag Bahanga dans un accident de voiture le 26 août 2011. Ses proches et amis restent convaincus qu'il s'agissait d'une exécution planifiée par des groupes islamistes radicaux. Certains d'entre eux étaient proches des services de sécurité algériens. Bien que les faits restent flous, il est tout aussi possible que s'il est mort accidentellement, ce soit alors qu'il à la poursuite d'un autre véhicule. Il contrôlait le commerce des armes et le trafic de stupéfiants. On sait désormais que, lorsqu'il se trouvait en Libye, Ag Bahanga a refusé d'obéir à l'ordre de Kadhafi de progresser vers Azawaya et Misrata, où de violents combats se poursuivaient contre les Libyens. Au lieu de cela, il a amassé des armes et des munitions afin de libérer son pays de l'occupation malienne, mais sa mort l'a empêché de réaliser ce projet.

Fin août 2011, les monts Zakaka, au nord du Mali, étaient envahis par des centaines de combattants touaregs venus du sud. Ces soldats avaient déserté l'armée libyenne. Il est probable qu'au moins trois mille combattants touaregs soient revenus de Libye entre mars et octobre. La plupart d'entre eux souhaitaient saisir cette opportunité pour concrétiser leur rêve de longue date : la création de l'Azawad.

La chute du régime de Kadhafi en 2011 a également eu un autre effet important : elle a incité environ deux cent cinquante mille Touaregs en Libye à revendiquer avec plus de vigueur leurs droits fondamentaux. La politique du colonel consistait à contrôler les populations en les maintenant dans la dépendance. Il accordait parfois des droits à certains individus, mais jamais à des communautés entières. Par exemple, les minorités non arabes de Sebha, dont les Touaregs, souffraient de marginalisation politique et culturelle. Le régime, imprégné d'une idéologie panarabe, refusait de reconnaître mon peuple comme un groupe autochtone distinct.

Depuis la chute de Kadhafi, plusieurs associations se sont formées à Taïouri pour défendre les droits des Touaregs qui y vivent. Selon l'International Crisis Group pour l'Afrique du Nord, l'arabisation des groupes minoritaires, notamment les Touaregs, a progressé plus rapidement en Libye que dans tout autre pays du Maghreb. Les Touaregs résidant en Libye avaient l'interdiction légale de donner à leurs enfants des prénoms non arabes et étaient arrêtés à leur retour s'ils étaient surpris à participer à des fêtes culturelles dans les pays voisins. Même ceux qui avaient été enrôlés dans l'armée de Kadhafi ont subi cette marginalisation.

Bien que la chute du régime Kadhafi ait suscité un certain optimisme quant à la possibilité d'un retour à la liberté, les habitants de Tayuri affirmaient que leurs conditions de vie restaient inacceptables. Comparées aux autres quartiers de Sebha, les habitations y étaient construites de manière anarchique. Les communautés touaregs qui y vivaient ne recevaient que peu d'aide de l'État. Il n'existait aucun système d'assainissement ni de collecte des ordures ménagères adéquat. Le manque d'infrastructures et le non-respect des normes de sécurité engendraient de nombreux problèmes, comme les câbles électriques qui jonchaient le sol entre les maisons. Ces derniers ont provoqué plusieurs décès de nourrissons par électrocution lorsque des enfants jouaient dehors.

Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a signalé à l'époque que la pauvreté à Taiuri et dans d'autres quartiers touaregs dépassait celle du reste de la Libye. Mon peuple a dû construire ses maisons lui-même et beaucoup souffraient de la faim. Ils n'ont pas pu scolariser leurs enfants, ce qui a posé problème plus tard pour la jeunesse touareg. Ceux qui ont poursuivi des études universitaires ont eu du mal à trouver un emploi stable, ce qui les plaçait dans la même situation que les Touaregs illettrés qui n'avaient pas pu aller à l'école. Cette situation était évidemment démoralisante et, dans certains cas, a entraîné un manque de motivation à entreprendre quoi que ce soit d'autre.

Comme je l'ai mentionné dans un chapitre précédent, les Touaregs de Libye se voyaient refuser tout document officiel attestant de leur citoyenneté. Il s'agissait généralement d'un livret recensant tous les membres de la famille. Ce document était exigé pour postuler à un emploi, intégrer une université, obtenir une bourse ou contracter un prêt bancaire.

Les familles touaregs installées en Libye depuis un siècle parvenaient à se procurer ces documents, mais ceux qui s'y étaient établis il y a à peine cinquante ans se les voyaient refuser. De ce fait, nombre d'entre eux sont restés sans citoyenneté libyenne, ni autre. Cela les empêchait de voyager pour étudier, de se faire soigner hors de Libye, d'accéder à des postes à responsabilité dans l'armée ou l'administration, et d'acquérir des biens immobiliers. Cette situation a fait des Touaregs de Libye une minorité apatride. Un problème politique, juridique et administratif de plus qui demeure irrésolu. Bien loin de l'époque où les Touaregs étaient historiquement reconnus comme une nation indépendante, vivant sur leurs terres ancestrales dans le désert du Ténéré, une partie du territoire déclaré Azawad en 2012

Les militants indépendantistes de Taïouri qui se sont adressés au Conseil national de transition (CNT) libyen après la chute du régime de Kadhafi se sont vu promettre que la citoyenneté des personnes d'origine libyenne serait examinée après les élections. Inutile de préciser que cela n'a pas été fait, et la question de la citoyenneté libyenne reste un sujet explosif. Comme je l'ai déjà dit, les Imazighen, ou Touaregs, sont le peuple autochtone de Libye, présent depuis des siècles. Ce seul fait leur confère le droit moral d'être considérés comme Libyens. Il est à noter qu'en raison, une fois de plus, de la corruption endémique et des intérêts personnels qui gangrènent le gouvernement libyen, ce dernier considère que le Libyen originel est celui qui parle arabe !

Un autre inconvénient majeur pour les Touaregs dépourvus de livret de famille était leur impossibilité de s'inscrire sur les listes électorales lors des élections libyennes de 2012. Ce qui constituait une nouvelle atteinte aux droits démocratiques, suite à la déclaration d'indépendance de l'Azawad. Afin de remédier à ce problème, le gouvernement a finalement autorisé l'inscription sur les listes électorales des personnes possédant un autre document familial, ainsi qu'un permis de conduire ou une carte d'identité nationale. Il demeure possible que, même si des documents officiels sont délivrés à tous les membres de ma communauté, ceux-ci ne soient pas identiques à ceux détenus par les autres Libyens. Une telle situation ne ferait qu'alimenter la discrimination dont ils sont victimes. Il est également important de noter que les personnes sans papiers ne peuvent se présenter à des élections et sont donc empêchées d'œuvrer pour un changement positif par ces voies.

Au Niger, après la chute du régime de Kadhafi, moins de deux cents Touaregs, hommes et femmes, sont rentrés de Libye. Cette différence considérable pourrait expliquer pourquoi les Touaregs du Niger ne se sont pas révoltés contre leur gouvernement, contrairement à ceux du Mali. Le gouvernement nigérien était bien mieux préparé à gérer ce petit nombre de personnes revenant de la guerre en Libye, dont la plupart n'étaient pas des soldats. Même ceux qui étaient rentrés armés ont été rapidement désarmés. Au Mali, la situation s'est avérée, une fois de plus, très différente.

Historiquement, chaque fois qu'une rébellion éclatait dans le nord du Mali, une autre se déroulait simultanément dans le nord du Niger, et inversement. De plus, jusqu'à récemment, les chefs rebelles touaregs du Niger et du Mali croyaient que leur cause, leurs griefs et leurs aspirations à une patrie unifiée étaient identiques. Leurs pays respectifs les traitaient avec la même hostilité et le même mépris.

Dans les années 1990, les Touaregs du Mali et du Niger formèrent un front armé commun, le Front de libération de l'Aïr-Azawad (FLAA). Dès la première rébellion de cette décennie, les combattants touaregs du Niger luttèrent aux côtés de leurs frères touaregs du Mali, et inversement, contre les deux gouvernements. En juillet 2007, les Touaregs du Niger et du Mali établirent une nouvelle alliance, l'Alliance des Touaregs du Niger et du Mali pour le changement. Les dirigeants de ce nouveau mouvement avaient pour objectif de libérer les terres traditionnelles touaregs du nord du Niger (Aïr-Azawagh) et du nord du Mali (Azawad) des forces d'occupation contrôlées par les deux gouvernements nationaux. Ce mouvement fut éphémère, mais il faillit réussir à organiser des offensives au Mali et au Niger. Auparavant, les Touaregs de ces pays avaient conclu des accords de paix en Algérie en 1991 avec leurs gouvernements respectifs. Les Touaregs du Niger se sont également joints à eux et leur ont apporté un soutien militaire et logistique lors de leur brève rébellion au milieu des années 2000.

Bien que le niveau de griefs au Mali semble bien plus élevé que chez les Touaregs du Niger, il n'en demeure pas moins présent. Malgré le fait que les Touaregs du Niger n'aient pas pris les armes contre leur gouvernement en 2012, lors de l'appel à l'indépendance de l'Azawad, de nombreux éléments témoignent de discriminations dont ils sont victimes, notamment la destruction de leur culture et de leur mode de vie traditionnel. D'autres facteurs pourraient néanmoins expliquer leur décision de ne pas se rebeller.

Au Niger, le gouvernement était parvenu à intégrer de nombreux Touaregs à son système étatique et s'était montré plus enclin à appliquer les précédents accords de paix signés par les dirigeants touaregs. La situation au Mali était, quant à elle, radicalement différente. La plupart des accords politiques signés après la seconde rébellion de 1990 entre les Touaregs et le gouvernement malien restèrent lettre morte à Bamako, pour n'être ressortis qu'à l'occasion d'une nouvelle rébellion.

En 2007, le gouvernement nigérian a signé un accord de paix avec les dirigeants touaregs du Mouvement des Nigériens pour la Justice (MNJ), sous la médiation du colonel Kadhafi. Dans le cadre de cet accord, il avait promis aux rebelles des compensations en 2009 au nom du gouvernement nigérian. Or, il est notoire que ces promesses n'ont pas été tenues. La France aurait utilisé une partie des revenus d'Areva provenant de l'uranium pour corrompre les dirigeants touaregs et les amener à taire leur hostilité initiale envers les activités de la compagnie dans la région.

Le Niger avait également manifesté un intérêt pour la consolidation de la société et le gouvernement a rapidement pris des mesures pour mettre en œuvre l'accord de paix signé en 2007. Il a également réalisé d'importants progrès dans la lutte contre la centralisation, en intégrant les anciens soldats au sein de l'armée, de la police et, plus généralement, de la société. Plus important encore, le gouvernement a alloué une part équitable de ses ressources naturelles à la population touareg du nord, où la société Areva extrayait de l'uranium depuis plus de quarante-cinq ans.

Bien que cela ait pris du temps, le gouvernement a également commencé à allouer une partie des recettes de la production de l'entreprise au développement des infrastructures dans les régions touarègues, notamment à Agadez, Arlit et Tahoua. Conformément à son engagement, le gouvernement a également soutenu d'importants projets de taille moyenne. La plupart des chefs rebelles touaregs du Niger occupent aujourd'hui des postes importants au sein du gouvernement. Par exemple, le Premier ministre du Niger, Brigi Rafini, est un Touareg en fonction depuis 2011. De plus, le gouvernement nigérian, partisan de la décentralisation, a accordé au nord du pays une autonomie gouvernementale et l'a placé sous la direction de représentants locaux traditionnels. Tandis que la situation des Touaregs au Mali demeure bien moins satisfaisante.

Comme vous l'avez déjà constaté dans les chapitres précédents de cet ouvrage, les gouvernements maliens successifs n'ont pas toujours fait preuve d'un grand enthousiasme à l'égard des attentes politiques des Touaregs. La plupart des accords signés par les rebelles touaregs et les gouvernements maliens depuis les années 1990 et en 2009 sont totalement inefficaces. De nombreux dirigeants touaregs craignent encore que le même scénario ne se reproduise avec les accords de 2015 signés en Algérie.

La pandémie mondiale de coronavirus de 2020 a entraîné un confinement régional des frontières et des routes commerciales, paralysant tout commerce dans la région du Sahel. Outre la faim et la famine croissantes qu'elle a engendrées, la pire conséquence a été la multiplication des violations graves des droits humains. Des atrocités ont été commises contre les Touaregs et les Peuls au Niger. Plus tôt dans l'année, plus de trente-six membres de mon peuple ont été tués par l'armée nigériane à Ayarou et dans la région de Tera. Parmi les victimes, Abdulaye, âgé de vingt-sept ans, a été assassiné par des soldats nigériens près de Tellabere. Berger peul, il a été ligoté et abattu avec son bétail, avant que des chars d'assaut ne roulent sur leurs corps. La seule réaction du gouvernement nigérian a été que son armée avait tué plusieurs terroristes dans la région ce jour-là.

Cette version méprisante des faits a depuis été réfutée par la population locale et par des organisations de défense des droits humains, notamment l'Organisation internationale Imouhagh pour la justice et la transparence. Cette dernière, bien informée et active dans toute la région, a publié une lettre officielle exigeant du gouvernement nigérian une enquête approfondie sur l'incident, ainsi que des réparations impartiales pour les familles des victimes innocentes assassinées par l'armée nigériane. Une autre victime, dans un autre État postcolonial, était Attyoub Ag Allou. Âgé de quarante ans et père de six enfants, il dépendait entièrement de l'aide du HCR pour survivre et vivait au camp de réfugiés de Mentao, dans la province de Djibo, au Burkina Faso. Cet homme fut arrêté, ligoté devant sa famille et sauvagement battu. Il survécut et put raconter son histoire après s'être échappé quelques jours plus tard. Une autre victime, du même camp de réfugiés de Mentao, fut moins chanceuse. Cet homme aveugle de soixante ans, engagé par les résidents du camp pour garder leurs animaux, fut assassiné plus tard devant sa famille.

Il convient de se demander à nouveau pourquoi les Touaregs de ces régions ne se sont pas révoltés contre leurs gouvernements, surtout face aux atrocités et violations des droits humains qui y sont régulièrement perpétrées. Il est possible que l'une des principales raisons pour lesquelles les Touaregs d'Algérie et de Libye n'ont jamais pris les armes soit qu'ils se considèrent comme faisant partie de la communauté nord-africaine, ou nation berbéro-amazighe, partageant une identité et une culture similaires à celles des Touaregs du Mali.

De plus, les Touaregs d'Algérie et de Libye ont, jusqu'à récemment, pu administrer leurs terres sans ingérence directe de leurs gouvernements respectifs. La situation au Niger et au Mali est tout autre. Les Arabes et les Touaregs de ces pays estiment qu'il existe un fossé immense entre eux et les Africains noirs. Cela englobe la race, la culture, l'identité, les coutumes traditionnelles liées à la terre et à la langue. Un phénomène très similaire à ce que Samuel Huntington décrit comme un choc des cultures.

Cela ne signifie pas pour autant que la situation soit entièrement satisfaisante. La population touareg d'Algérie, dans la wilaya de Tamanrasset et peut-être ailleurs, a de nouveau manifesté son mécontentement en 2018, en raison de la manière dont elle était traitée par les autorités. Cela n'a cependant pas conduit à un coup d'État. Je pense que cela remonte à l'époque où l'Algérie accédait à l'indépendance en 1962, et aux discours tenus à l'époque sur le « problème touareg » algérien. Il s'agissait essentiellement des tensions ethniques entre le gouvernement et les Touaregs autochtones des régions désertiques du sud vivant en Algérie, notamment dans le massif de l'Ahaggar et le Tassili-n-Ajjer, qui couvrent environ 20 % du pays et comprennent la majorité des populations de Tamanrasset et d'Illizi.

Le problème touareg est similaire à la question berbère du nord de l'Algérie, qui persiste encore aujourd'hui. Les Touaregs étant un peuple berbère ou amazigh, leur nombre exact en Algérie demeure inconnu. Des enquêtes linguistiques menées à la fin du XXe siècle ont dénombré 25 000 locuteurs du tamahaq, la langue des Touaregs du nord. Parmi eux, 20 000 vivaient à Ahaggar (Tamanghasset) et 5 000 à Ajjer (Illizi).

Bien que les recensements nationaux ne fassent pas de distinction ethnique, on estimait alors la population à plus de cinquante mille personnes. Ce chiffre pourrait toutefois être plus élevé si l'on inclut les Touaregs nigériens et maliens présents dans la région.

Ce dernier groupe de Touaregs estime être marginalisé. L'une des raisons de cette marginalisation est le quasi-doublement de la population urbaine de Tamanghasset dans les années 1990, lorsque des Algériens du Nord y ont trouvé refuge avec leurs familles, fuyant la guerre civile dans le nord. En 2000, la population de Tamanghasset, qui n'était que de quatre mille habitants, avait atteint cent mille en 2012. De ce fait, les Touaregs sont devenus une petite minorité dans leur propre région, ce qui a naturellement engendré beaucoup de frustration et de colère. L'Algérie a également souffert de la corruption sous ses gouvernements successifs.

Depuis l'arrivée au pouvoir du président Abdelaziz Bouteflika dans la région de Tamanghasset en 1999, la mauvaise gouvernance et la discrimination, notamment à l'encontre de la population touareg.

Il est regrettable de constater que les anciens gouvernements du Mali ont manifesté peu d'intérêt à respecter leurs obligations découlant des précédents accords de paix. Parallèlement, on accuse sans cesse les rebelles touaregs de se dérober à leurs responsabilités et d'être difficiles à intégrer à la société malienne. Le niveau de corruption au Mali était, en 2012 comme aujourd'hui, bien plus élevé que dans tous ses pays voisins.

Ce problème est profondément enraciné dans les gouvernements, les armées et les infrastructures de chaque pays. Il est également intrinsèquement lié au recours à des groupes terroristes pour obtenir des financements étrangers, ce qui contribue au maintien du statu quo. Depuis 2012, à l'exception du Mali, les gouvernements concernés ont pris des mesures pour atténuer le problème, à des degrés divers.

Cependant, le changement reste manifestement nécessaire. Les atrocités et les violations des droits humains que j'ai décrites dans ce chapitre et ailleurs ne peuvent plus être tolérées. Et il y en a eu tant d'autres que je n'ai pas pu mentionner. L'impact du Covid-19 sur l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest reste également incertain. De nombreux décès ont déjà été prédits. Des groupes terroristes profitent de la situation pour distribuer de la nourriture et de l'argent à la population en échange de sa loyauté et de la promesse de rejoindre leur organisation. Les bandes criminelles et les groupes terroristes sont actifs et prospèrent, notamment aux alentours de Tellabere, Inaker et Menka.

En avril 2020, selon des témoignages oculaires, le groupe fondamentaliste État islamique au Grand Sahara a commencé à recruter encore plus de jeunes dans ses rangs. Ce groupe existe depuis 2015 et est dirigé par Abou Walid al-Sahraoui.

Un agent de recrutement de l'organisation a été aperçu près de Menka et Inaker. Il distribuait de la nourriture et de l'argent aux familles les plus démunies et les plus touchées par la crise. Cet agent est l'un des responsables locaux les plus actifs de l'organisation. Selon une source, il aurait recruté au moins trente-cinq jeunes hommes dans la région. Un autre membre de la même organisation terroriste semblait avoir une mission similaire de recrutement dans la région de Tellabere, près d'un petit village proche de la frontière entre l'ouest du Niger et le Mali. L'activité de recrutement aurait décuplé depuis le 13 avril 2020, date à laquelle de nombreux pays du Sahel ont fermé leurs frontières nationales pour tenter d'endiguer la pandémie.

Considérant la situation dans son ensemble, il ne faut pas oublier l'Azawad. La paix ne deviendra pas une réalité pour mon peuple, surtout dans le nord – et je le répète ici –, tant qu'il n'aura pas obtenu son indépendance. À tout le moins, une autonomie ou une forme de fédéralisation lui permettra d'améliorer ses conditions de vie, avec un partage équitable du pouvoir et des vastes ressources de la région.

Chapitre 10

Les effets des accords de paix d'Alger de 2015

Les accords d'Alger entre le gouvernement du Mali et différentes factions des mouvements indépendantistes de l'Azawad ont été signés en mai 2015. Cinq ans plus tard, je peux affirmer avec certitude que l'affaire est loin d'être close.

Ce sentiment avait déjà été exprimé par le secrétaire général du Mouvement de libération de l'Azawad, Bilal Ag Achareef, lors d'un entretien avec le journal Al-Qudas Al-Arabi. Il avait déclaré que tant que la question de l'Azawad ne serait pas correctement traitée, la stabilité ne pourrait être assurée dans la région du Sahel. Il a imputé l'échec de l'Azawad au rôle insuffisant de la communauté internationale, notamment des Nations Unies et de l'Union européenne, ainsi qu'à l'implication plus active de pays régionaux comme le Niger, l'Algérie et la Libye. En ignorant les problèmes politiques anciens et profondément enracinés des populations du nord du Mali, les Touaregs, et en assimilant leurs revendications politiques légitimes au terrorisme. Il a critiqué en particulier les Français pour avoir adopté la même position que le gouvernement malien sur la question du nord, estimant que cette approche ne ferait qu'aggraver la situation.

Malgré une intense médiation politique régionale et internationale, les deux principaux camps opposés, le gouvernement malien et la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA), n'ont jusqu'à présent pas été convaincus de tenir les promesses qu'ils avaient faites à Alger en 2015, lors de la négociation d'un accord de paix après huit mois de négociations sporadiques et d'écueils de part et d'autre. L'accord de paix de trente pages respecte l'intégrité territoriale du Mali et tient compte de sa diversité ethnique et culturelle. Il accorde également une semi-autonomie aux rebelles touaregs et assure une meilleure représentation des populations du Nord au sein des institutions nationales.

De plus, il prévoit le transfert de trente pour cent des recettes budgétaires aux autorités locales du Nord. Face à l'absence de progrès significatifs dans la mise en œuvre de cet accord, on peut raisonnablement conclure que nous sommes revenus à la case départ. Seul le changement induit par la rébellion de 2012 a permis de bénéficier d'un soutien public sur les réseaux sociaux, ainsi que, dans une certaine mesure, à la télévision et à la radio.

Tant que l'accord n'aura pas été appliqué, le risque d'une reprise des hostilités entre la CMA et l'armée malienne est resté élevé. Ces hostilités ont été soutenues par différents groupes armés, notamment GATIA, Ganda Koy et Ganda Izo. Cette situation s'est aggravée en l'absence d'un gouvernement fort et élu. On pourrait même dire que le Mali était encore en transition après le coup d'État de mars 2012, date à laquelle le dernier en date a eu lieu.

La question demeure de savoir si la présence de l'armée et de la police dans le nord constituera le principal obstacle à la mise en œuvre de l'accord de paix, ou si leur absence et la prolifération de différents groupes armés risquent de déstabiliser davantage la région. En l'absence d'une véritable intervention démocratique et de moyens de lutter contre la corruption, la situation reste préoccupante. Ces groupes comprennent les Mouvements de libération de l'Azawad, qui continuent de revendiquer un État touareg indépendant ; des groupes terroristes ; des réseaux de trafic d'êtres humains ; et des milices ethniques et tribales.

Dans un rapport sur le Mali publié en mai 2016, le Secrétaire général des Nations Unies a exprimé son inquiétude quant à l'avenir et aux progrès de l'accord de paix d'Alger. Il a également reconnu que les défis liés à la mise en œuvre de cet accord étaient considérables et que les progrès accomplis à cette date étaient inégaux.

Je reste profondément préoccupé par l'avenir de l'accord de paix d'Alger, et notamment par sa viabilité à long terme. Je pense que le gouvernement malien mérite d'être vivement critiqué pour son retard dans la mise en œuvre de l'accord de paix de 2015 et pour sa conviction, fondamentalement, de son échec. Comme en 1990, 1992, 2006 et les années suivantes, la situation s'est complexifiée avec la prolifération de différents groupes armés aux divisions diverses, la montée des violences ethniques et les tensions entre ces groupes aux idéologies distinctes.

Les groupes terroristes, les mouvements nationaux et politiques, tous en quête d'intérêts différents, accentuent les défis historiques auxquels nous étions déjà confrontés. À cela s'ajoute la prolifération des armes et la criminalité organisée, tant nationale que transnationale, qui doivent être prises en compte. Le trafic de drogue, d'armes, de cigarettes et l'immigration clandestine en font également partie. Sans oublier l'absence d'une armée nationale forte et unifiée dans le nord. Et bien sûr, il ne faut pas oublier les conséquences du coup d'État de 2020, dont les effets restent encore à évaluer.

Lorsque j'ai commencé à écrire ce livre, il se fondait uniquement sur la tentative de 2012 de créer un nouvel État indépendant appelé Azawad. Les nombreux facteurs ayant contribué à l'échec du projet étaient nombreux. En examinant de plus près les raisons et les événements, il m'est apparu, au premier abord, que la situation que j'avais envisagée était un véritable fiasco. Notre rêve d'un État touareg nommé Azawad semblait définitivement anéanti pour un avenir indéterminé. Pourtant, une lueur d'espoir subsistait, et je me suis bientôt demandé si c'était vraiment la fin de l'Azawad, de notre espoir et de notre rêve d'un État indépendant.

Lorsque le Printemps arabe a embrasé le Sahara en 2011, la majorité des Touaregs libyens ont choisi de se ranger du côté de leur protecteur de longue date, Kadhafi. Ils s'opposaient à une nouvelle révolution arabe en Libye, craignant qu'elle ne les soumette définitivement à leurs oppresseurs historiques, les Arabes, bien plus nombreux. Pour augmenter leurs chances de survie, ils ont patienté. Ce choix leur a finalement offert de nombreuses opportunités exceptionnelles, renforçant ainsi leurs perspectives. Avec la chute de l'État Kadhafi, ils ont eu accès à une somme d'argent considérable, ainsi qu'à un armement moderne et sophistiqué. Ils se sont ainsi sentis suffisamment forts pour se lancer dans la rébellion de 2012. Leur objectif : obtenir la pleine autonomie et le contrôle de leur propre État dans le nord du Mali, suite à une déclaration d'indépendance.

Ceci est un exemple de l'esprit du peuple touareg, dont je suis honoré de faire partie et dont les ancêtres ont foulé les sables du Ténéré pendant des millénaires. Alors, la réponse à ma question est... Non ! Il n'est pas temps de perdre espoir en un avenir meilleur pour nos familles et pour nous-mêmes. Nous n'avons pas encore constaté les conséquences du dernier coup d'État du 18 août 2020. J'en suis convaincu, l'avenir nous appartient à tous. L'Azawad demeure... tout comme les Touaregs.

Chapitre 11

Toumast et l'influence des médias sur notre indépendance

I was born during 1983 in the Sahara desert. My father was a herder and, like a lot of other Tuareg men, he travelled on the back of a camel. Going away on business for weeks at a time. As I was too young to go with him, I was left behind with my brothers; sisters, and our mother who looked after us. She taught us the old ways of the Amazigh people, and in our culture, the Tifinagh scriptures which are learned before anything else. I remember it as a good time, with evenings spent by the fire. Learning to write in the sand, and absorbing many new words from the Tamasheq language.

Je suis né en 1983 dans le désert du Sahara. Mon père était berger et, comme beaucoup d'hommes touaregs, il voyageait à dos de chameau, partant en voyage d'affaires pendant des semaines. Trop jeune pour l'accompagner, je restais avec mes frères, mes sœurs et notre mère qui veillait sur nous. Elle nous a transmis les traditions amazighes et, dans notre culture, les écritures tfinagh, apprises avant tout. Je garde de beaux souvenirs de cette époque, avec des soirées passées au coin du feu. J'apprenais à écrire dans le sable et j'assimilais de nombreux mots de la langue tamasheq. Ce mode de vie nomade a changé lorsque j'avais six ou sept ans, et ma famille a décidé de rejoindre ceux qui partaient pour la Libye.

Suite à la promesse du colonel Kadhafi d'une vie meilleure pour les Touaregs, nous nous sommes installés au camp d'Elttayori à Sebha, à sept cents kilomètres au sud de Tripoli. Sebha est la capitale du Fezzan, dans le sud-ouest de la Libye, et, selon la tradition, le berceau des Touaregs. J'ai appris cela grâce aux récits de ceux qui évoquaient leur vie nomade. Malheureusement, notre installation en Libye ne s'est pas déroulée comme prévu, et la situation sur place s'est encore dégradée. Sebha est aujourd'hui devenue l'une des zones les plus anarchiques de Libye.

Ma famille et moi sommes devenus des parias dans ce que je ne peux décrire autrement que comme un ghetto, aux conditions de vie épouvantables. Trois cents familles vivaient dans ce camp, soit plusieurs milliers de personnes au total. Cela me désole de penser que certains y vivent encore dans une misère abjecte. Nous avons eu la chance de pouvoir partir.

Il n'y avait qu'un seul puits où l'on pouvait boire. Aucun système d'évacuation des eaux usées n'était en place. Les maisons étaient en terre, et comme vous le savez, le colonel Kadhafi n'avait aucune intention de tenir ses promesses envers ceux qui partaient en Libye. J'ai toutefois réussi à aller à l'école pendant mon séjour.

À quinze ans, mes amis et moi avons compris qu'en tant que Touaregs, nous appartenions à une minorité victime de discrimination. Nous grandissions dans un environnement où le harcèlement, fondé sur notre origine ethnique et nos origines, était devenu une partie intégrante de notre quotidien. Simplement parce que nous étions « Touaregs ». Quand nous parlions, les Arabes se moquaient de nous, et même aujourd'hui, j'hésite à me dire citoyen libyen.

Pour tenter d'améliorer la situation, un ami et moi avons commencé secrètement à réaliser un film en 2007. Nous espérions ainsi que d'autres personnes à travers le monde pourraient voir les conditions de vie des Touaregs et de leurs familles. Autrement dit, leur lutte pour survivre. Un autre ami, travaillant en Arabie saoudite, a promis de trouver des moyens de diffuser le reportage. Nous pouvions ainsi faire passer notre message en donnant la parole à des habitants de la région et en les interviewant. Nous leur avons posé des questions simples : que pensaient-ils de leurs conditions de vie ? Pourquoi n'étaient-ils pas partis ? Un homme âgé a comparé sa situation à celle de chameaux piégés par les autorités, *comme des chameaux dans un marais*.

Dans les villes, nous expliqua-t-il, ils auraient dû lutter contre la police et la discrimination. Tandis que dans le désert, leur seul adversaire était la nature elle-même. Il sous-entendait que c'était ainsi que les choses devaient être si tout allait bien dans le monde. Pas comme on s'attendait à ce qu'ils vivent à l'époque.

Après cela, comme tant d'autres jeunes Touaregs, il est vite devenu évident que je devais quitter la Libye et m'exiler. J'ai choisi l'Angleterre comme nouvelle patrie. Lorsque je suis arrivé dans le Yorkshire en 2009, la plupart des gens ignoraient tout de nous et de ce qui se passait pour les Touaregs en Afrique. Ils pouvaient seulement avoir en tête l'image, peut-être du début du XXe siècle, d'un homme à dos de chameau, traversant majestueusement le désert en route pour Tinbuktu. Un lieu qu'eux-mêmes, ou quelqu'un de leur entourage, avaient peut-être visité en touriste, à l'époque où c'était encore possible. Or, rien n'est plus éloigné de la réalité, comme vous l'aurez constaté à la lecture de ce livre.

J'ai vécu cinq ans à Halifax. J'étais interprète bénévole pour la Croix-Rouge et, durant cette période, je parlais de ma culture et de la vie au Sahara. J'ai aussi réussi à monter le film que nous avons réalisé en secret : un documentaire de vingt-sept minutes intitulé « Imshuradj, un peuple sans pays ». Il a été projeté dans plusieurs festivals. Vous trouverez un lien vers ce film à la fin de mon livre, sur ma page d'auteur, si vous le souhaitez.

Après cela, j'ai créé Tifinagh, une association visant à transmettre l'histoire et la culture touarègues. Son nom est lié à l'ancienne écriture touarègue, qui remonte à environ 3000 avant J.-C. J'ai reçu l'aide de mes nouveaux amis d'Halifax, Daniel Russell, la famille de John Hellewell et John Gaukroger, qui sont respectivement devenus secrétaire et trésorier de l'association. Et je sais que je parle au nom de nombreux Touaregs en disant cela : même si nous avons quitté le Ténéré, une partie de notre culture nous a accompagnés jusqu'à la sécurité du Royaume-Uni et des autres pays où certains d'entre nous vivent désormais. Nous sommes vraiment chanceux, alors que tant d'autres Touaregs subissent encore des violations de leurs droits humains et luttent pour survivre.

En 2012, j'ai fondé l'Organisation internationale Imouhagh pour la justice et la transparence. Son objectif est de porter la voix de tous les Touaregs à l'échelle internationale, afin qu'une seule voix, forte et légitime, puisse s'exprimer au nom de l'ensemble du peuple touareg, où qu'il se trouve. Il s'agit également d'obtenir un accès aux instances décisionnelles internationales les plus importantes, ainsi qu'aux principales organisations gouvernementales et non gouvernementales.

Suite à cela, et grâce aux encouragements de mon entourage, je suis devenu commentateur politique pour la BBC, Al Jazeera et France 24. J'analysais la situation en Libye et l'échec de l'Azawad, afin de soutenir le renversement du régime de Kadhafi, qui durait depuis quarante ans. Je défendais également le changement démocratique indispensable et j'ai rapidement été interviewé quotidiennement par les médias. Lorsque le Mali a été touché par la guerre en 2012, on m'a demandé d'y représenter le mouvement de jeunesse touareg et j'ai eu l'honneur de défendre les droits de mon peuple. Notamment en juillet de cette année-là, lorsque ceux qui étaient responsables de la destruction des tombeaux de Tombouctou à Azawad ont été traduits en justice.

En 2015, j'ai participé au conflit tribal qui opposait les Touaregs aux Toubous, un peuple d'Afrique subsaharienne. Heureusement, nous avons pu lancer une campagne de paix, un effort soutenu pour mettre fin aux combats et appeler les tribus et les Toubous à déposer les armes, dans l'optique de négociations pacifiques. Je suis ravi de constater que cette initiative a porté ses fruits. Les appels à la paix ont été entendus et ont trouvé un écho favorable, ou du moins un consensus, de part et d'autre du conflit. J'ai été choisi pour diriger le premier des deux cycles de négociations pacifiques entre les tribus en conflit. Ces pourparlers se sont déroulés au Qatar, sous l'égide du ministre qatari des Affaires étrangères, Cheikh Mohammed bin Abdulrahman bin Jassim Al Thani. Un mois de négociations continues a abouti à la déclaration d'un cessez-le-feu. Un accord avantageux a été signé, puis mis en œuvre par les deux parties. Ses termes sont toujours respectés.

Soulager les souffrances des Touaregs peut parfois sembler une tâche impossible, mais je ne crois pas qu'il faille abandonner. Il faut procéder étape par étape, s'il le faut. Et pendant ce temps-là, une autre idée a commencé à germer. Mes amis et moi avons réalisé qu'il serait bénéfique pour les Touaregs d'avoir leur propre canal de communication : une station de radio accessible via internet, puis une chaîne de télévision. Les deux nécessiteraient des financements importants. Mais, de par mon implication constante dans les médias et les affaires de droits humains, j'étais conscient de l'influence extraordinaire que les médias peuvent avoir sur la vie, les pensées et les croyances des gens. Alors, peut-être était-ce là le moyen d'apporter un changement significatif et positif ?

Cela a mené à la création d'une radio internet en tamasheq, notre langue maternelle. Mes amis et moi en avons longuement discuté. Nous pensions tous que ce serait un bon moyen de sensibiliser les Touaregs innocents et de les dissuader de s'impliquer dans des activités terroristes. Il s'agissait de leur montrer, à travers divers programmes, ce qui se passait réellement dans le Sahara. De leur faire comprendre qu'il était préférable de se tenir à l'écart des véritables criminels qui s'y étaient installés, principalement Daech et Al-Qaïda. Nous pensions que diffuser ce message par la radio serait un bon début.

Il est vite apparu que l'accès à Internet était insuffisant pour une grande partie du peuple touareg nomade. Peu d'entre eux pouvaient écouter les émissions de VIR. Notre projet initial était donc voué à l'échec, malgré la riche sélection de musique populaire nord-africaine que nous avions en tête, ainsi que des programmes d'information et de débats à la fois éducatifs et informatifs.

Parallèlement, nous étions tous de plus en plus inquiets face au terrorisme islamique qui progressait rapidement de jour en jour. Notamment en raison du relâchement perçu de notre population dans la pratique de la foi islamique. Le respect exceptionnellement élevé porté aux femmes au sein de notre culture traditionnelle, et leur capacité à occuper des positions importantes dans la société, y contribuent également.

Là encore, il était hors de question d'abandonner, et une nouvelle campagne fut organisée pour venir en aide au peuple touareg. Grâce à notre radio internet, La Voix d'Imouhagh, et aux réseaux sociaux, j'ai publié des messages sur ma page Facebook personnelle, sur YouTube et dans des groupes WhatsApp. Nous avons fait appel aux anciens touaregs du Sahara et aux jeunes Touaregs instruits pour nous aider à créer une chaîne de télévision dédiée. Un groupe de discussion a également été créé sur Viber et WhatsApp. Ce groupe a réuni une soixantaine de Touaregs d'Algérie, du Niger, du Mali, de Libye et de la diaspora. Ensemble, nous avons réfléchi aux moyens de collecter les fonds nécessaires. Chacun s'est vu confier la responsabilité de s'adresser à un groupe spécifique et de le convaincre de la viabilité du projet.

À ce moment-là, la nouvelle se répandait et de nombreux Touaregs me connaissaient grâce à ma notoriété. Ma bonne réputation incita d'autres à me faire confiance. La collecte de fonds dépassa toutes nos espérances. En six mois, les soixante Touaregs et moi avons réuni la somme nécessaire. Suite à cet appel à l'aide, des centaines de volontaires touaregs en Libye, au Niger, en Algérie, à l'Azawad (Mali) et dans toute l'Europe collectèrent des dons et des contributions pour financer le projet.

Plusieurs groupes de télévision de la région ont été contactés, et tous ont accepté notre proposition de nouvelle chaîne. D'autant plus que le financement était assuré ! Cela nous a permis de conclure un accord avec NileSat, le satellite qui diffuse en Afrique du Nord et au Sahara. Il nous a ensuite fallu recruter le personnel nécessaire. J'étais un peu inquiet au début, ne sachant pas si je trouverais les bonnes personnes pour nous aider. Mais finalement, nous n'avons que l'embaras du choix. Presque tous les Touaregs qui ont entendu parler du projet ont voulu y participer.

Toumast TV a été créée en juillet 2014. Elle propose deux heures de diffusion en direct chaque jour, le reste des programmes étant préenregistré.

Une cinquantaine de personnes travaillaient à la diffusion en continu de Toumast, 24 heures sur 24, depuis la Libye, le Niger, la région de l'Azawad, la France et même, plus discrètement, l'Algérie. Durant les trois premiers mois de production, Toumast a rassemblé jusqu'à trente millions de téléspectateurs, que ce soit au Sahara, dans d'autres régions d'Afrique du Nord ou en Europe. Mon équipe et moi recevions environ six mille messages de félicitations par jour. Toumast est ainsi rapidement devenue la chaîne la plus populaire du Sahara et d'Afrique du Nord

Dans le cadre de son programme phare « Asihar Dagh Paris », que l'on peut traduire par « Directement de Paris », des groupes de renommée internationale comme Tinariwen, lauréat d'un Grammy Award en 2012, ont été invités à se produire. Abdallah, le manager du groupe, se souvient de ce qu'il a ressenti en tant que spectateur : « En tant que Touaregs, nous avons encore de l'espoir. Quelque chose que beaucoup avaient perdu espoir, et Toumast était leur source d'inspiration. »

Bien qu'ils disposassent encore des fonds nécessaires, l'accès leur fut refusé. L'équipe de Toumast et moi-même avons réussi à emprunter de l'argent à notre entourage et avons tenu bon pendant sept mois supplémentaires. Mais faute de financement, nous avons finalement dû interrompre nos émissions durant l'été 2016.

Le gouvernement algérien avait également pris des mesures à notre encontre alors que la chaîne était en direct. Il a d'abord bloqué les SMS que nous recevions d'Algérie. Des pressions ont ensuite été exercées sur l'administration de la station Toumast afin de nous faire fermer. Face à l'échec de ces manœuvres, les Algériens se sont plaints de NileSat et ont exigé la fermeture de ce satellite. Toumast a été contraint d'abandonner NileSat en raison de ces pressions persistantes, mais a pu temporairement diffuser via un autre satellite, Eutelsat.

La fermeture a attristé beaucoup de monde. Certains avaient même prénommé leurs enfants Toumast. Nous avons été tout aussi honorés que des centaines de poèmes aient été composés à son sujet, et des chansons interprétées par des groupes touaregs célèbres comme Tinariwen. Nombre d'entre elles s'inspiraient du travail que nous avons accompli pour aider le peuple touareg. Je crois aussi que le succès de Toumast TV s'explique par la variété des programmes diffusés en tamasheq, la seule langue universelle parlée par tous les Touaregs, même si certains utilisaient également d'autres langues comme l'arabe ou le français. L'objectif principal de la chaîne est resté inchangé : éduquer et éclairer le peuple touareg. L'accent a été mis tout particulièrement sur la lutte contre la nouvelle vague de terrorisme qui menace encore aujourd'hui notre culture unique, précieuse et ancestrale, ainsi que sur la paix, la démocratie et la stabilité de toute la région du Sahara.

Nous avons tous trouvé cette situation très difficile à vivre. Malgré le soutien que nous recevions encore de tant de personnes et notre détermination à poursuivre notre action, nous étions privés du droit de représenter les Touaregs, d'être leur voix, de parler entre eux et au reste du monde. Toumast avait insufflé un nouvel espoir à tant de personnes et avait engendré des changements, notamment un désir d'intégration du peuple touareg. Toumast avait appelé à la paix et à la stabilité à travers notre musique et notre culture, ainsi qu'à travers l'histoire du Ténéré que nous partageons et aimons.

Les Touaregs pouvaient s'unir autour de cette idée, non par haine ou racisme, mais comme un moyen d'avancer à nouveau, en tant que nation unie.

L'avantage supplémentaire était que nous avons également commencé à faire revivre notre culture : sa langue, ses traditions et ses rituels. Les histoires, les mythes et les chants qui nous appartenaient en tant que nation. Cela nous avait permis de nous souvenir de nos racines, du lien qui nous unissait et de la terre que nous aimions. Pour les nombreux Touaregs déplacés, Toumast était un moyen de renouer avec ce lien et de leur faire comprendre ce que signifiait appartenir les uns aux autres, à nouveau en tant que nation.

Compte tenu de tout ce que mon peuple a traversé au fil des ans, nous avons appris à être résilients. Je ne peux donc pas affirmer ici que Toumast ne sera plus jamais diffusée. J'en suis certain: elle reviendra, et cette fois-ci, sous la forme d'un média plus important et encore plus influent que dans sa version originale.

D'autant plus qu'il est devenu encore plus important aujourd'hui pour nous tous de garder espoir et d'envisager un avenir bien meilleur.

Chapitre 12

Perspectives d'avenir pour l'Azawad

Bien que vous soyez arrivé au dernier chapitre de ce livre, l'histoire des Touaregs n'est pas terminée. J'aurais pu écrire bien plus sur ce qui s'est déjà produit. Le rôle des États-Unis dans la politique malienne. Le fait que les Français, sans posséder de mines d'or, en aient pourtant accumulé plus que toute autre nation. La jeune fille de treize ans capturée par les djihadistes lors de l'occupation de Tinbuktu il y a quelques années, et la destruction de notre patrimoine architectural et culturel. Le jeune homme dont la main a été tranchée au couteau par des soldats maliens lors d'une rébellion, sans autre raison que son appartenance à la communauté touarègue. Ceux qui ont été décapités, abattus ou mutilés. Ce qui est arrivé à tant de personnes à cause de leur origine ethnique, de leur couleur de peau, plus claire ou plus foncée que celle de leurs agresseurs. Les hommes et les femmes emprisonnés, torturés, ou simplement laissés à l'agonie dans d'atroces souffrances. J'aurais pu vous en dire plus à ce sujet, et sur les milliers d'autres personnes qui ont souffert de manière similaire. Voire même bien pire?

Ou encore cet homme humilié, ligoté et laissé sans défense au sol. Incapable de bouger, entravé de la tête aux pieds par la corde. La douleur lancinante de ses côtes qui craquaient et se brisaient sous les coups violents d'un soldat aux bottes lourdes. Plongé dans ses pensées, il pensait à sa famille, présente à proximité. Sa femme souhaitait désespérément cacher ses yeux, et en même temps, elle était incapable de détourner complètement le regard par peur de ne rien pouvoir faire. Quelque chose... pour mettre fin à l'horreur de ce qui se passait. Même s'il n'y avait rien à faire. Les terroristes avaient leurs propres objectifs. Ils ne partiraient pas avant d'avoir accompli ce qu'ils étaient venus faire.

Ou peut-être ce jeune homme arrêté par les gardes-frontières algériens et emprisonné pour franchissement illégal de la frontière nationale. Sans papiers, sans papiers d'identité, que ce même gouvernement lui avait refusés.

Un autre jeune homme a subi le même sort, aux mains des gardes libyens. Ces frontières avaient été créées artificiellement à travers sa terre natale, lorsque des lignes arbitraires avaient été tracées sur une carte lors de la conférence de Berlin en 1885, à la demande du gouvernement français.

Ces hommes, ces femmes et ces enfants avaient un nom. Comme tant d'autres victimes d'atrocités et de violations des droits humains, je tiens à préciser qu'ils étaient tous Touaregs. Je n'oublierai jamais non plus la lueur qui s'éteignait dans les yeux de cette belle jeune femme lorsqu'elle a compris qu'elle allait perdre son bébé. Tout cela à cause des violences et des traumatismes qu'elle avait subis. Voilà l'histoire que j'écoutais enfant. Quand mes parents et ma famille parlaient à voix basse de ce qui était arrivé à l'un des aînés : un frère, une sœur, un oncle, une tante, un cousin, un ami, l'ami d'un ami... Ou tout simplement, un autre Touareg. Ce sont les récits de notre enfance. Des histoires racontées à une époque où l'essence même de la vie aurait dû être de grandir, en bonne santé et fort. Courir avec les autres enfants, jouer. Pas comme ça. Même tout petit, je savais instinctivement que personne, absolument personne, qui que ce soit, ne devrait avoir à vivre ou à mourir ainsi.

Comme pour beaucoup d'autres, mon désir d'aider le peuple touareg puise ses racines dans ces souvenirs et dans ceux que j'aime. Dans notre histoire commune. Dans les sables du Ténéré, notre terre natale. Il est parfois difficile de comprendre ce qui nous est arrivé. La folie de la violence dans une situation devenue extrêmement complexe est consternante. Il y a déjà eu trop de mal et d'injustices. Je crois que la seule voie possible désormais est de regarder au-delà des souffrances humaines causées par la guerre et le terrorisme, et de se tourner vers l'avenir. La liste des violations et des atrocités est interminable.

À moins que nous ne le fassions.

C'est mon objectif depuis que j'ai réalisé une vidéo sur les peuples du désert il y a des années. Les sables du Ténéré continuent de nous unir, nous tous que l'on appelle les Touaregs, où que nous vivions aujourd'hui. Le sang des générations passées coule dans nos veines. Les hommes et les femmes qui ont parcouru Tinbuktu et au-delà à dos de chameau portaient eux aussi le sang de ces Touaregs qui les ont précédés.

Cependant, n'oubliez pas que j'utilise le terme « Touareg » par simple commodité. Au plus profond de notre cœur, chacun sait qui il est vraiment : le lien qui nous unit, notre lieu de naissance et notre passé. Tout cela vit en nous.

Ceux qui s'efforcent aujourd'hui de perpétuer cette flamme à travers la poésie, la musique et les récits, luttent contre le sentiment d'isolement que ressentent de nombreux Touaregs. Jeunes ou vieux. Ne croyant pas qu'il leur reste d'autres options. Ou une échappatoire à l'existence insupportable dans laquelle ils ont été plongés. Sans même comprendre, dans bien des cas, ce qui s'est passé, faute d'informations. Éprouver ce sentiment de déconnexion, voire de solitude.

Je vous demande maintenant de croire que l'espoir de paix subsiste.

Pour toutes ces raisons, nous restons profondément attachés à ce que Toumast puisse à nouveau émettre. Ainsi, le peuple touareg pourra voir et entendre ce message dans sa propre langue. Malgré la mort et la destruction qui les entourent, il existe encore, à l'étranger, des personnes qui se soucient de leur sort et qui font de leur mieux pour les aider. Ces personnes, comme moi, mettront tout en œuvre pour créer le changement nécessaire à notre avenir. Une fois encore, en tant que nation unie, avec l'Azawad comme notre patrie.

Il est absolument essentiel que chaque Touareg, homme, femme et enfant, puisse recouvrer sa dignité et ses droits humains fondamentaux. Et ce, sans plus attendre. Tant que nous restons ce peuple fort et noble en qui nos ancêtres ont placé leurs espoirs et leurs rêves il y a des milliers d'années. Peut-être même qu'ils nous ont aimés, lorsqu'ils pensaient à l'avenir. La confiance qu'ils nous ont accordée, sachant que nous ferions de notre mieux, comme eux, pour les autres, nous, qui restons, continuons de les représenter.

Il ne sera peut-être pas facile pour nous d'être à nouveau considérés par le monde comme une seule nation, mais beaucoup peut être accompli, un pas après l'autre. Surtout si tous ceux qui sont historiquement Touaregs s'y attellent. Refusant d'abandonner jusqu'à ce que ce soit fait. Ce livre est un appel à tous, dans le désert et au-delà, à tous les niveaux de la société, à s'unir. À se soutenir mutuellement. À ceux qui ont besoin d'un coup de main pour garder espoir. Comme une seule famille.

À l'image de cette femme âgée qui, avec détermination, continue d'enseigner aux plus jeunes le chant et le tambour, aussi longtemps qu'elle le pourra. Pour que notre culture millénaire ne disparaisse pas et demeure présente pour les générations futures. Elle est la Mère du peuple touareg. C'est un immense honneur pour moi d'être connu comme l'Homme du Sahara.

J'échange avec les différentes tribus nomades d'Afrique, et la plupart me connaissent sous ce nom grâce à la force de mes paroles. J'ai parlé de l'Azawad et du sort des Touaregs à autant de personnes que possible, de nationalités, de gouvernements et d'organisations diverses. Et je continuerai sur cette voie. Presque tous les habitants du Sahara, même ceux des oasis les plus isolées, ont désormais accès à diverses stations de radiocommunication. Même si ce n'est que par radio portable. Malheureusement, cela a aussi permis aux extrémistes de recruter des jeunes chômeurs et de poursuivre leur expansion, les chefs religieux profitant de la simplicité, de la pauvreté et de l'ignorance de nombreux nomades touaregs. Ainsi que les populations relativement sédentaires du Sahel.

Les gouvernements occidentaux et leurs alliés ont également versé des millions aux gouvernements de cette région pour les aider à se défendre, dans une tentative souvent vaine d'empêcher les groupes radicaux d'étendre leur influence. Des quantités considérables d'armes ont été déployées à un coût exorbitant pour des gouvernements déjà fortement éprouvés financièrement.

Si la vérité est que les méthodes militaires pour lutter contre cette forme de radicalisme se sont avérées inefficaces, je crois néanmoins qu'une solution existe : limiter drastiquement la progression du terrorisme. Et ce, grâce au pouvoir de la parole. Une information de meilleure qualité, et une éducation plus générale, peuvent sensibiliser aux graves dangers auxquels nos jeunes vulnérables sont exposés. Le seul moyen réaliste d'atteindre, d'influencer, d'informer et d'éduquer ces jeunes hommes et femmes réside dans le pouvoir des médias.

Nous continuerons d'exhorter les gouvernements, les organisations gouvernementales et les ONG à lancer au moins une chaîne de télévision en langue tamacheq, en arabe et en français. Aussi modeste soit-elle au départ, son influence et ses effets seraient bien plus importants. Il est impératif d'agir dès maintenant, avant qu'il ne soit trop tard.

Le BBC World Service, BBC Africa Radio, France 24, Russia Today, la Voix de l'Amérique et d'autres médias proposent déjà des chaînes en différentes langues, notamment en arabe, en kurde, en haoussa et bien d'autres. Il n'y a aucune raison valable pour qu'au moins une émission en langue touareg tamacheq (berbère) ne puisse pas également être diffusée.

Comme tant d'autres Touaregs, j'ai consacré ma vie à faire en sorte que la violence et l'inhumanité envers notre peuple cessent. Tout simplement parce que je crois que c'est possible, et que je suis un homme de mon peuple. De ceux qui appartiennent à la terre du Ténéré et qui aspirent légitimement à y marcher à nouveau en toute liberté. En paix et sans crainte.

Que Dieu bénisse tous ceux qui aspirent encore à l'Azawad. L'espoir demeure, si nous le permettons. Tel un flambeau que nous portons tous à travers le monde, tel le feu qui a allumé la lutte pour notre indépendance, cet espoir et cet amour sont toujours présents.

Cependant, nos droits fondamentaux, notre intégrité physique et notre liberté de pensée ont pu être bafoués. Tout comme nos ancêtres qui, à dos de chameau, ont traversé le Sahara et découvert Tinbuktu, nous avons, nous aussi, le pouvoir d'opérer le changement dont nous avons si désespérément besoin.

Note de l'auteur

J'ai commencé à écrire ce livre comme un récit factuel des événements survenus aux Touaregs. Voici quelques-unes des sources que j'ai utilisées pour raconter leur histoire, si vous souhaitez les consulter.

1. <https://vimeo.com/user8799383>

2. <https://imuhagh.org> 99

3. Baz Lecocq :

<https://openaccess.leidenuniv.nl/bitstream/handle/1887/18540/ASC-075287668-2887-01.pdf>

4. Jeremy Keenan:

<https://newint.org/features/2012/12/01/us-terrorism-sahara>

Si vous souhaitez soutenir la cause des Touaregs ou me contacter, voici mon adresse courriel :

aklishekka@gmail.com

Vous pouvez également m'envoyer un message sur les plateformes suivantes : <https://www.facebook.com/amacharoudj.akli> et <http://tenerevoice.blogspot.com/>

Merci d'avoir lu mon livre, « L'Homme du Sahara ». Que la paix soit avec vous,

Akli

En 2012, le peuple touareg a proclamé l'indépendance de l'Azawad, une région d'Afrique de l'Ouest qui faisait partie de son territoire ancestral depuis des millénaires. Cette proclamation s'est heurtée à l'opposition de la communauté internationale, notamment des Nations Unies, de groupes ethniques et d'autres acteurs.

Cet ouvrage explore les conséquences historiques et actuelles de la colonisation française sur les populations autochtones. Il aborde les violations des droits humains et les exactions dont elles sont victimes. Il examine l'absence de démocratie régionale, la corruption des gouvernements successifs et le terrorisme qui en découle. Autant de facteurs qui ont contribué à l'échec de l'Azawad, à la fragmentation de la nation et à la destruction de sa culture.

Malgré l'espoir de paix qui règne dans « L'Homme du Sahara », aux côtés du peuple touareg vivant aujourd'hui dans différentes régions d'Afrique et à travers le monde, ce livre inspirant est un appel à mettre fin au conflit qui dure depuis plus de 60 ans dans le nord du Mali et ses régions avoisinantes.



Akli Sh'kka est connu dans toute l'Afrique et à l'international comme l'Homme du Sahara. Résidant au Royaume-Uni, il a consacré sa vie à la défense des droits du peuple touareg. Il est le fondateur de la chaîne de télévision Toumast, de l'organisation pacifiste Imouhagh Org, et est également animateur et réalisateur.



New Generation Publishing

